

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1946**

17 (8.3.1946)

# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
 GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires  
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,  
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,  
 Bestimmungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
 Amtl. Veröffentlichungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.  
 Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Direction Générale de la Justice à Baden-Baden — S. P. 50 441 —

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.  
 Annonces légales : 3 ptg la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.  
 Amtliche Veröffentlichungen die Zeile 3 Pfg.

## SOMMAIRE

## INHALT

Pages

Lois, ordres, proclamations du Conseil de Contrôle  
 en Allemagne.

Gesetze, Befehle und Proklamationen des Kontrollrates  
 in Deutschland.

Loi N° 16, en date du 20 Février 1946, sur le mariage . . . . . 122

GESETZ Nr. 16 vom 20. Februar 1946 über die Ehe . . . . . 122

Ordonnance, arrêtés et décisions du Commandement en  
 Chef Français en Allemagne.

Verordnungen, Verfügungen und Bestimmungen des franzö-  
 sischen Oberkommandos in Deutschland.

Ordonnance N° 36 du Commandant en Chef, en date du 25  
 Février 1946, relative à la répression des Crimes de  
 Guerre, contre la paix et l'humanité et de l'af-  
 filiation à des associations criminelles . . . . . 133

VERORDNUNG Nr. 36 des Commandant en Chef vom 25. Febr.  
 1946 über Strafverfolgung der Kriegsverbrechen,  
 der Verbrechen gegen den Frieden und die  
 Menschlichkeit und der Zugehörigkeit zu ver-  
 brecherischen Vereinigungen . . . . . 133

Arrêté N° 42 de l'Administrateur Général, en date du 5 Février  
 1946, sur l'octroi par la Reichsbank de crédits  
 spéciaux au profit de certains Offices ou Organismes  
 Industriels ou Commerciaux d'intérêt public  
 pour la Zone Française d'Occupation . . . . . 134

VERFUGUNG Nr. 42 des Administrateur Général vom 5. Febr.  
 1946 über die Bewilligung von Sonderkrediten  
 durch die Reichsbank zu Gunsten industrieller  
 oder kaufmännischer Geschäfte oder Organisa-  
 tionen öffentlichen Interesses in der Zone  
 Française d'Occupation . . . . . 134

Arrêté N° 43 de l'Administrateur Général, en date du 2 Mars  
 1946, portant réorganisation des Tribunaux de Gou-  
 vernement Militaire de la Zone Française d'Occu-  
 pation . . . . . 134

VERFUGUNG Nr. 43 des Administrateur Général vom 2. März  
 1946 über die Neuorganisation der Gerichte  
 des Gouvernement Militaire in der Zone Fran-  
 çaise d'Occupation . . . . . 134

Arrêté N° 44 de l'Administrateur Général, en date du 27 Février  
 1946, concernant la réouverture de l'Université de  
 Mayence . . . . . 136

VERFUGUNG Nr. 44 des Administrateur Général vom 27. Febr.  
 1946 betreffend Wiedereröffnung der Univer-  
 sität Mainz . . . . . 136

Lois, ordres et proclamations du Conseil de Contrôle  
en Allemagne

LOI No 16  
SUR LE MARIAGE  
CHAPITRE 1<sup>er</sup>  
DU MARIAGE

A — CAPACITÉ DE CONTRACTER MARIAGE

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Age requis pour contracter mariage.

- 1) l'homme avant 21 ans révolus, la femme avant 16 ans révolus ne peuvent contracter mariage.
- 2) l'homme et la femme peuvent être dispensés de cette prescription. Toutefois l'homme devra avoir accompli sa dix-huitième année et ne plus se trouver sous la puissance paternelle ou sous tutelle.

ARTICLE 2

Incapacité

Un incapable ne peut contracter mariage.

ARTICLE 3

Consentement du représentant légal et des personnes qui ont la charge du mineur.

- 1) Le mineur, ou celui qui, pour une cause quelconque, se trouve limité dans sa capacité, a besoin du consentement de son représentant légal pour contracter mariage.
- 2) Si le représentant légal d'un mineur n'est pas en même temps chargé des soins de sa personne ou si à ses côtés, une autre personne en est chargée, le consentement de cette dernière personne sera également exigé.
- 3) Si le représentant légal de l'incapable ou la personne qui en a la charge refuse son consentement sans raison valable, le juge des tutelles peut y suppléer à la demande du fiancé qui a besoin du consentement.

B — EMPÊCHEMENTS AU MARIAGE

ARTICLE 4

Parenté ou alliance

- 1) Aucun mariage ne peut être conclu entre parents en ligne directe, entre frères et soeurs ayant communs leurs deux auteurs ou l'un seulement d'entre eux, ni entre alliés en ligne directe, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la parenté résulte d'une filiation légitime ou naturelle.
- 2) Aucun mariage ne peut être conclu entre personnes dont l'une a vécu en concubinage avec les parents, grands-parents ou descendants de l'autre.

ARTICLE 5

Bigamie

Nul ne peut contracter mariage avant l'annulation ou la dissolution d'un précédent mariage.

ARTICLE 6

Adultère

- 1) Aucun mariage ne peut être conclu entre un époux divorcé pour cause d'adultère et son complice, si cet adultère a été retenu comme motif du divorce par le jugement.
- 2) Une dispense de cette prohibition pourra être accordée, mais elle devra être refusée lorsque des motifs graves s'opposeront à la conclusion du nouveau mariage.

ARTICLE 7

Adoption

Aucun mariage ne pourra être conclu entre un enfant adopté et ses descendants d'une part, et l'adoptant d'autre part, aussi longtemps que le lien juridique résultant de l'adoption subsistera.

ARTICLE 8

Délai

- 1) La femme ne pourra conclure un nouveau mariage avant l'expiration du délai de dix mois après la dissolution ou l'annulation de son précédent mariage, à moins qu'elle n'ait accouché avant l'expiration de ce délai.
- 2) Il pourra être accordé une dispense de cette prohibition.

Gesetze, Anordnungen und Proklamationen  
des Kontrollrates in Deutschland

GESETZ Nr. 16 über die Ehe.

ERSTER ABSCHNITT

RECHT DER EHESCHLIESSUNG

A. Ehefähigkeit

Paragraph 1

Ehemündigkeit

1. Ein Mann soll nicht vor Vollendung des einundzwanzigsten Lebensjahres, eine Frau soll nicht vor Vollendung des sechzehnten Lebensjahres eine Ehe eingehen.
2. Dem Mann und der Frau kann Befreiung von dieser Vorschrift bewilligt werden, dem Mann jedoch nur dann, wenn er das achtzehnte Lebensjahr vollendet hat, und nicht mehr unter elterlicher Gewalt oder unter Vormundschaft steht.

Paragraph 2

Geschäftsunfähigkeit

Wer geschäftsunfähig ist, kann eine Ehe nicht eingehen.

Paragraph 3

Einwilligung des gesetzlichen Vertreters und der  
Sorgeberechtigten

1. Wer minderjährig oder aus anderen Gründen in der Geschäftsfähigkeit beschränkt ist, bedarf zur Eingehung einer Ehe der Einwilligung seines gesetzlichen Vertreters.
2. Steht dem gesetzlichen Vertreter eines Minderjährigen nicht gleichzeitig die Sorge für die Person des Minderjährigen zu oder ist neben ihm noch ein anderer sorgeberechtigt, so ist auch die Einwilligung des Sorgeberechtigten erforderlich.
3. Verweigert der gesetzliche Vertreter oder der Sorgeberechtigte die Einwilligung ohne triftige Gründe, so kann der Vormundschaftsrichter sie auf Antrag des Verlobten, der der Einwilligung bedarf, ersetzen.

B. Eheverbote

Paragraph 4

Verwandtschaft und Schwägerschaft

1. Eine Ehe darf nicht geschlossen werden zwischen Verwandten in gerader Linie, zwischen vollbürtigen und halbbürtigen Geschwistern sowie zwischen Verschwägerten in gerader Linie, gleichgültig ob die Verwandtschaft auf ehelicher oder auf unehelicher Geburt beruht.
2. Eine Ehe darf nicht geschlossen werden zwischen Personen, von denen die eine mit Eltern, Voreltern oder Abkömmlingen der anderen Geschlechtsgemeinschaft gepflogen hat.
3. Von dem Eheverbot der Schwägerschaft kann Befreiung erteilt werden.

Paragraph 5

Doppelehe

Niemand darf eine Ehe eingehen, bevor seine frühere Ehe für nichtig erklärt oder aufgelöst worden ist.

Paragraph 6

Ehebruch

1. Eine Ehe darf nicht geschlossen werden zwischen einem wegen Ehebruchs geschiedenen Ehegatten und demjenigen, mit dem er den Ehebruch begangen hat, wenn dieser Ehebruch in dem Scheidungs-urteil als Grund der Scheidung festgestellt ist.
2. Von dieser Vorschrift kann Befreiung bewilligt werden. Sie soll nur versagt werden, wenn schwerwiegende Gründe der Eingehung der neuen Ehe entgegenstehen.

Paragraph 7

Annahme an Kindes Statt

Eine Ehe soll nicht geschlossen werden zwischen einem angenommenen Kinde und seinen Abkömmlingen einerseits und dem Annehmenden andererseits, solange das durch die Annahme begründete Rechtsverhältnis besteht.

Paragraph 8

Wartezeit

1. Eine Frau soll nicht vor Ablauf von zehn Monaten nach der Auflösung oder Nichtigerklärung ihrer früheren Ehe eine neue Ehe eingehen, es sei denn, daß sie inzwischen geboren hat.
2. Von dieser Vorschrift kann Befreiung bewilligt werden.

## ARTICLE 9

## Certificat du juge des tutelles

Toute personne ayant un enfant légitime mineur ou placé sous sa tutelle, ou toute personne vivant en communauté de biens de façon continue avec un descendant mineur ou placé sous sa tutelle ne pourra contracter mariage avant d'avoir obtenu du juge des tutelles, un certificat établissant qu'elle a rempli vis à vis de l'enfant ou du descendant les obligations résultant pour elle de son remariage ou que de telles obligations ne lui incombent pas.

## ARTICLE 10

## Certificat de capacité de contracter mariage pour étrangers

1) Les étrangers ne peuvent contracter mariage sans produire un certificat de l'autorité compétente de leur pays d'origine établissant qu'aucun empêchement fondé sur une loi dudit pays ne s'oppose à leur mariage.

2) Il pourra être accordé une dispense de cette prescription.

## C — CÉLÉBRATION DU MARIAGE

## ARTICLE 11

1) Le mariage n'est valable que s'il a été célébré devant un officier de l'état-civil.

2) Est considéré comme officier de l'état-civil, dans le sens de l'article ci-dessus, celui qui, sans être officier de l'état-civil en a rempli publiquement les fonctions et a inscrit le mariage dans le livret de famille.

## ARTICLE 12

## Publication

1) La célébration du mariage doit être précédée d'une publication. Celle-ci perdra son effet si le mariage n'est pas célébré dans les six mois qui la suivront.

2) Le mariage peut être célébré sans publication en cas de maladie d'un des fiancés comportant danger de mort et ne permettant pas d'en différer la célébration.

3) Il pourra être accordé une dispense de la publication.

## ARTICLE 13

## Forme de la célébration du mariage

1) Le mariage est conclu par la déclaration devant l'officier de l'état civil faite personnellement par chacun des futurs conjoints en présence de l'autre, qu'ils entendent s'unir par les liens du mariage.

2) Les déclarations ne peuvent être faites sous condition ou avec indication d'un terme.

## ARTICLE 14

## Célébration du Mariage

1) L'officier de l'état civil doit, lors de la célébration du mariage, demander successivement à chacun des fiancés, en présence de deux témoins, s'ils veulent s'unir par le mariage. Sur leur réponse affirmative, il les déclarera unis au nom de la loi.

2) L'officier de l'état-civil doit porter la mention de la célébration du mariage dans le livret de famille.

## ARTICLE 15

## Compétence de l'officier de l'état-civil

1) Le mariage doit être célébré devant l'officier de l'état-civil compétent.

2) Est compétent l'officier de l'état-civil dans la circonscription administrative duquel l'un des fiancés a son domicile ou sa résidence habituelle. S'il y a plusieurs officiers de l'état-civil compétents, les fiancés ont le choix entre eux.

3) Si aucun des fiancés n'a son domicile ou sa résidence habituelle en Allemagne, l'officier de l'état-civil compétent pour la célébration du mariage en Allemagne sera du bureau de l'état-civil à Berlin, ou celui de l'un des bureaux principaux de l'état-civil à MUNICH, BADEN-BADEN ou HAMBOURG.

4) Le mariage pourra également être célébré par l'officier de l'état-civil d'un autre district, en vertu d'une autorisation écrite de l'officier de l'état-civil compétent.

## D — NULLITÉ DU MARIAGE

## I. — CAUSE DE NULLITÉ

## ARTICLE 16

Le mariage n'est nul que dans les cas déterminés par les articles 17 à 22 de la présente loi.

## Paragraph 9

## Auseinandersetzungszeugnis des Vormundschaftsrichters

Wer ein eheliches Kind hat, das minderjährig ist oder unter seiner Vormundschaft steht, oder wer mit einem minderjährigen oder bevormundeten Abkömmling in fortgesetzter Gütergemeinschaft lebt, soll eine Ehe nicht eingehen, bevor er ein Zeugnis des Vormundschaftsrichters darüber beigebracht hat, daß er dem Kinde oder dem Abkömmling gegenüber die ihm aus Anlaß der Wiederverheiratung obliegenden Pflichten erfüllt hat oder daß ihm solche Pflichten nicht obliegen.

## Paragraph 10

## Ehefähigkeitszeugnis für Ausländer

1. Ausländer sollen eine Ehe nicht eingehen, bevor sie ein Zeugnis der inneren Behörde ihres Heimatlandes darüber beigebracht haben, daß der Eheschließung ein in den Gesetzen des Heimatlandes begründetes Ehehindernis nicht entgegensteht.

2. Von dieser Vorschrift kann Befreiung bewilligt werden.

## C. Eheschließung

## Paragraph 11

1. Eine Ehe kommt nur zustande, wenn die Eheschließung vor einem Standesbeamten stattgefunden hat.

2. Als Standesbeamter im Sinne des Abs. 1 gilt auch, wer, ohne Standesbeamter zu sein, das Amt eines Standesbeamten öffentlich ausgeübt und die Ehe in das Familienbuch eingetragen hat.

## Paragraph 12

## Aufgebot

1. Der Eheschließung soll ein Aufgebot vorhergehen. Das Aufgebot verliert seine Kraft, wenn die Ehe nicht binnen sechs Monaten nach Vollziehung des Aufgebots geschlossen wird.

2. Die Ehe kann ohne Aufgebot geschlossen werden, wenn die lebensgefährliche Erkrankung eines der Verlobten den Aufschub der Eheschließung nicht gestattet.

3. Von dem Aufgebot kann Befreiung bewilligt werden.

## Paragraph 13

## Form der Eheschließung

1. Die Ehe wird dadurch geschlossen, daß die Verlobten vor dem Standesbeamten persönlich und bei gleichzeitiger Anwesenheit erklären, die Ehe miteinander eingehen zu wollen.

2. Die Erklärungen können nicht unter einer Bedingung oder einer Zeitbestimmung abgegeben werden.

## Paragraph 14

## Trauung

1. Der Standesbeamte soll bei der Eheschließung in Gegenwart von zwei Zeugen an die Verlobten einzeln und nacheinander die Frage richten, ob sie die Ehe miteinander eingehen wollen, und, nachdem die Verlobten die Frage bejaht haben, im Namen des Rechts aussprechen, daß sie nunmehr rechtmäßig verbundene Eheleute seien.

2. Der Standesbeamte soll die Eheschließung in das Familienbuch eintragen.

## Paragraph 15

## Zuständigkeit des Standesbeamten

1. Die Ehe soll vor dem zuständigen Standesbeamten geschlossen werden.

2. Zuständig ist der Standesbeamte, in dessen Bezirk einer der Verlobten seinen Wohnsitz oder seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat. Unter mehreren zuständigen Standesbeamten haben die Verlobten die Wahl.

3. Hat keiner der Verlobten seinen Wohnsitz oder seinen gewöhnlichen Aufenthalt im Inland, so ist für die Eheschließung im Inland der Standesbeamte des Standesamts I in Berlin, oder der Hauptstandesämter in München, Baden-Baden und Hamburg zuständig.

4. Auf Grund einer schriftlichen Ermächtigung des zuständigen Standesbeamten kann die Ehe auch vor dem Standesbeamten eines anderen Bezirkes geschlossen werden.

## D. Nichtigkeit der Ehe

## I. Nichtigkeitsgründe

## Paragraph 16

Eine Ehe ist nur in den Fällen nichtig, in denen dies in den Paragraphen 17 bis 22 dieses Gesetzes bestimmt ist.

## ARTICLE 17

## Vice de forme

1. — Un mariage est nul lorsque sa célébration n'a pas eu lieu dans la forme prescrite par l'article 13.
2. — Toutefois le mariage doit être considéré comme valable dès l'origine si après sa célébration, les époux ont vécu ensemble maritalement pendant 5 ans ou si l'un d'eux est décédé avant ce terme mais après 3 ans de vie commune au moins, à condition toutefois qu'avant l'expiration des 5 ans ou qu'avant le décès de l'un des époux aucune action en nullité n'ait été intentée.

## ARTICLE 18

## Incapacité ou manque de discernement

1. — Le mariage est nul, si au moment de sa conclusion l'un des époux était incapable de contracter, ou se trouvait dans un état d'inconscience ou de trouble mental momentané.
2. — Le mariage doit cependant être considéré comme valable dès l'origine si, après la cessation de l'incapacité, de l'inconscience ou du trouble mental, l'époux a manifesté sa volonté de maintenir le mariage.

## ARTICLE 19

## Mariage conclu pour donner à la femme le nom du mari

- 1) Le mariage est nul s'il a été contracté exclusivement ou principalement dans le but de conférer à la femme le nom de famille du mari, et non dans celui de fonder un foyer.
- 2) Le mariage doit cependant être considéré comme valable si, après sa célébration les époux ont vécu ensemble maritalement pendant 5 ans ou pendant 3 ans avant le décès de l'un d'eux, à moins qu'une action en nullité n'ait été intentée avant l'expiration du délai de 5 ans ou avant la mort de l'un époux.

## ARTICLE 20

## Bigamie

Le mariage est nul si au moment de sa célébration l'un des époux était légalement marié à un tiers.

## ARTICLE 21

## Parenté et alliance

- 1) Le mariage conclu entre parents ou alliés, contrairement aux prescriptions de l'Article 4, est nul.
- 2) Toutefois le mariage entre alliés doit être considéré comme valable dès l'origine, si la dispense de la prohibition prévue par l'Article 4 al. 3 a été accordée postérieurement au dit mariage.

## ARTICLE 22

## Adultère

- 1) Un mariage interdit pour cause d'adultère aux termes de l'article 6 est nul.
- 2) Toutefois le mariage doit être tenu pour valable dès l'origine, si une dispense de la prescription de l'Article 6—paragraphe 2— a été accordée postérieurement.

## II. — DROIT D'INVOQUER LA NULLITÉ

## ARTICLE 23

Personne ne peut invoquer la nullité d'un mariage, tant que ce mariage n'a pas été déclaré nul par une décision de justice.

## ARTICLE 24

## Qualité requise pour engager une action.

- 1) Dans le cas de nullité, le Ministère public et chacun des époux, en outre dans le cas prévu à l'article 20, le conjoint de la précédente union, ont qualité pour intenter l'action en nullité. Si le mariage est dissous, le ministère public peut seul intenter cette action.
- 2) Si les deux époux sont morts, l'action en nullité ne peut plus être intentée.

## III. — EFFETS DE LA NULLITÉ

## ARTICLE 25

## Situation juridique des enfants

- 1) L'enfant issu d'un mariage nul doit être considéré comme légitime s'il avait été légitime, en cas de mariage valable.
- 2) Le droit de prendre soin de la personne de l'enfant est réglé par les prescriptions applicables en cas de divorce. L'époux qui a eu connaissance de la nullité du mariage au moment de sa célébration doit être assimilé à l'époux aux torts duquel le divorce a été prononcé.

## Paragraph 17

## Mangel der Form

1. Eine Ehe ist nichtig, wenn die Eheschließung nicht in der durch Paragraph 13 vorgeschriebenen Form stattgefunden hat.
2. Die Ehe ist jedoch als von Anfang an gültig anzusehen, wenn die Ehegatten nach der Eheschließung fünf Jahre oder, falls einer von ihnen vorher verstorben ist, bis zu dessen Tod, jedoch mindestens drei Jahre, als Ehegatten miteinander gelebt haben, es sei denn, daß bei Ablauf der fünf Jahre oder zur Zeit des Todes des einen Ehegatten die Nichtigkeitsklage erhoben ist.

## Paragraph 18

## Mangel der Geschäfts- oder Urteilsfähigkeit

1. Eine Ehe ist nichtig, wenn einer der Ehegatten zur Zeit der Eheschließung geschäftsunfähig war, oder sich im Zustand der Bewußtlosigkeit oder vorübergehenden Störung der Geistestätigkeit befand.
2. Die Ehe ist jedoch als von Anfang an gültig anzusehen, wenn der Ehegatte nach dem Wegfall der Geschäftsunfähigkeit, der Bewußtlosigkeit oder der Störung der Geistestätigkeit zu erkennen gibt, daß er die Ehe fortsetzen will.

## Paragraph 19

## Namensehe

1. Eine Ehe ist nichtig, wenn sie ausschließlich oder vorwiegend zu dem Zwecke geschlossen ist, der Frau die Führung des Familiennamens des Mannes zu ermöglichen, ohne daß die eheliche Lebensgemeinschaft begründet werden soll.
2. Die Ehe ist jedoch als von Anfang an gültig anzusehen, wenn die Ehegatten nach der Eheschließung fünf Jahre, oder, falls einer von ihnen vorher verstorben ist, bis zu seinem Tode jedoch mindestens drei Jahre als Ehegatten miteinander gelebt haben, es sei denn, daß bei Ablauf der fünf Jahre oder zur Zeit des Todes des einen Ehegatten die Nichtigkeitsklage erhoben ist.

## Paragraph 20

## Doppelehe

Eine Ehe ist nichtig, wenn einer der Ehegatten zur Zeit der Eheschließung mit einem Dritten in gültiger Ehe lebte.

## Paragraph 21

## Verwandtschaft und Schwägerschaft

1. Eine Ehe ist nichtig, wenn sie zwischen Verwandten oder Verschwägerten dem Verbote des Paragraphen 4 zuwider geschlossen worden ist.
2. Die Ehe zwischen Verschwägerten ist jedoch als von Anfang an gültig anzusehen, wenn die Befreiung nach Maßgabe der Vorschrift des Paragraphen 4 Abs. 3 nachträglich bewilligt wird.

## Paragraph 22

## Ehebruch

1. Eine Ehe ist nichtig, wenn sie wegen Ehebruchs nach Paragraph 6 verboten war.
2. Die Ehe ist jedoch als von Anfang an gültig anzusehen, wenn nachträglich Befreiung nach Maßgabe der Vorschrift des Paragraphen 6, Absatz 2, bewilligt wird.

## II. Berufung auf die Nichtigkeit

## Paragraph 23

Niemand kann sich auf die Nichtigkeit einer Ehe berufen, solange nicht die Ehe durch gerichtliches Urteil für nichtig erklärt worden ist.

## Paragraph 24

## Klagebefugnis

1. In den Fällen der Nichtigkeit kann der Staatsanwalt und jeder der Ehegatten, im Falle des Paragraphen 20 auch der Ehegatte der früheren Ehe die Nichtigkeitsklage erheben. Ist die Ehe aufgelöst, so kann nur der Staatsanwalt die Nichtigkeitsklage erheben.
2. Sind beide Ehegatten verstorben, so kann eine Nichtigkeitsklage nicht mehr erhoben werden.

## III. Folgen der Nichtigkeit

## Rechtliche Stellung der Kinder

## Paragraph 25

1. Ein Kind aus einer Ehe, die nichtig ist, gilt als ehelich, sofern es im Falle der Gültigkeit der Ehe ehelich wäre.
2. Auf das Recht, für die Person des Kindes zu sorgen, finden die im Falle der Scheidung geltenden Vorschriften entsprechende Anwendung. Der Schuldigerklärung steht es gleich, wenn einem der Ehegatten die Nichtigkeit der Ehe zur Zeit der Eheschließung bekannt war.

3) L'administration et la jouissance du patrimoine de l'enfant et la représentation de celui-ci dans les affaires intéressant son patrimoine ne peuvent échoir à l'époux qui avait connaissance de la nullité du mariage au moment de sa célébration.

## ARTICLE 26

## Rapports pécuniaires entre époux

1) Si, au moment de la célébration du mariage la nullité était ignorée, ne fût-ce même que de l'un des époux, les prescriptions valables en cas de divorce deviennent applicables aux rapports pécuniaires entre époux. Un époux qui avait connaissance de la nullité du mariage au moment de sa célébration doit alors être traité comme un époux déclaré coupable en cas de divorce.

2) L'époux qui avait connaissance de la nullité du mariage au moment de sa célébration peut, dans le délai de six mois à partir du jour où le jugement d'annulation du mariage est devenu définitif, signifier à son conjoint qu'il entend que leurs rapports pécuniaires subissent les effets de la nullité. S'il fait une telle déclaration, la prescription de l'alinéa 1er ne s'applique plus.

## ARTICLE 27

## Protection des tiers de bonne foi

Les arguments tirés de la nullité du mariage ne peuvent être opposés à un tiers à l'occasion d'un acte juridique intervenu entre lui et l'un des époux, ou d'un jugement rendu entre eux et passé en force de chose jugée, que si le mariage avait été déjà annulé ou si le tiers en connaissait la nullité au moment où l'acte a été passé ou au moment où l'instance a été engagée.

## E — ANNULATION DU MARIAGE

## I. — PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE 28

L'annulation du mariage ne peut être demandée que dans les cas prévus aux articles 30 à 34 et 39 de la présente loi.

## ARTICLE 29

L'annulation du mariage est prononcée par jugement. Le mariage est dissous à partir du jour où le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée.

## II. — CAUSES D'ANNULATION

## ARTICLE 30

## Absence de consentement du représentant légal

1. — Un époux peut demander l'annulation du mariage si, lors de sa conclusion ou, de sa ratification prévue par l'article 18, alinéa 2, il ne disposait pas de son entière capacité et si son représentant légal n'avait pas donné son consentement à la conclusion du mariage ou à sa ratification. Pendant toute la durée de la limitation de la capacité de l'époux, l'annulation de son mariage ne pourra être demandée que par son représentant légal.
2. — L'annulation ne pourra être demandée si le représentant légal a donné son consentement au mariage ou si l'époux, qui a recouvré son entière capacité a manifesté sa volonté de confirmer le mariage.
3. — En cas de refus de consentement sans motifs valables par le représentant légal, le juge des tutelles pourra y suppléer à la demande de l'un des époux.

## ARTICLE 31

## Erreur sur la célébration du mariage ou sur la personne du conjoint

1. — L'annulation du mariage peut être demandée par tout époux qui, au moment de la célébration du mariage, a ignoré qu'il s'agissait d'une célébration de mariage ou qui, sans l'ignorer, n'a pas entendu faire une déclaration à l'effet de contracter mariage. La même règle s'applique dans le cas où l'époux s'est trompé sur la personne de l'autre conjoint.
2. — L'annulation n'est plus possible lorsque, après la découverte de l'erreur, l'époux a manifesté sa volonté de continuer la vie commune.

## ARTICLE 32

## Erreur sur les qualités personnelles de l'autre conjoint

1. — Un mariage peut être contesté par le conjoint qui, lors de sa conclusion, a commis sur des qualités personnelles de l'autre conjoint une erreur qui l'aurait empêché de contracter le mariage, s'il avait connu la situation de fait et bien compris la signification du mariage.

3. Die Verwaltung und Nutznießung des Kindesvermögens, und die Vertretung des Kindes in vermögensrechtlichen Angelegenheiten steht einem Ehegatten, dem die Nichtigkeit der Ehe bei der Eheschließung bekannt war, nicht zu.

## Paragraph 26

## Vermögensrechtliche Beziehungen der Ehegatten

1. Hat auch nur einer der Ehegatten die Nichtigkeit der Ehe bei der Eheschließung nicht gekannt, so finden auf das Verhältnis der Ehegatten in vermögensrechtlicher Beziehung die im Falle der Scheidung geltenden Vorschriften entsprechend Anwendung. Dabei ist ein Ehegatte, dem die Nichtigkeit der Ehe bei der Eheschließung bekannt war, wie ein für schuldig erklärter Ehegatte zu behandeln.

2. Ein Ehegatte, der die Nichtigkeit der Ehe bei der Eheschließung nicht gekannt hat, kann binnen sechs Monaten, nachdem die Ehe rechtskräftig für nichtig erklärt ist, dem anderen Ehegatten erklären, daß es für ihr Verhältnis in vermögensrechtlicher Beziehung bei den Folgen der Nichtigkeit bewenden solle. Gibt er eine solche Erklärung ab, so findet die Vorschrift des Abs. 1 keine Anwendung.

## Paragraph 27

## Schutz gutgläubiger Dritter

Einem Dritten gegenüber können aus der Nichtigkeit der Ehe Einwendungen gegen ein zwischen ihm und einem der Ehegatten vorgenommenen Rechtsgeschäft oder gegen ein zwischen ihnen ergangenes rechtskräftiges Urteil nur hergeleitet werden, wenn die Ehe bereits zur Zeit der Vornahme des Rechtsgeschäfts oder zur Zeit des Eintritts der Rechtshängigkeit für nichtig erklärt oder die Nichtigkeit dem Dritten bekannt war.

## E. Aufhebung der Ehe

## I. Allgemeine Vorschriften

## Paragraph 28

Die Aufhebung der Ehe kann nur in den Fällen der Paragraphen 30 bis 34 und 39 dieses Gesetzes begehrt werden.

## Paragraph 29

Die Ehe wird durch gerichtliches Urteil aufgehoben. Sie ist mit der Rechtskraft des Urteils aufgelöst.

## II. Aufhebungsgründe

## Paragraph 30

## Mangel der Einwilligung des gesetzlichen Vertreters

1. Ein Ehegatte kann Aufhebung der Ehe begehren, wenn er zur Zeit der Eheschließung oder im Falle des Paragraphen 18, Abs. 2, zur Zeit der Bestätigung in der Geschäftsfähigkeit beschränkt war und sein gesetzlicher Vertreter nicht die Einwilligung zur Eheschließung oder zur Bestätigung erteilt hatte. Solange der Ehegatte in der Geschäftsfähigkeit beschränkt ist, kann nur sein gesetzlicher Vertreter die Aufhebung der Ehe begehren.

2. Die Aufhebung ist ausgeschlossen, wenn der gesetzliche Vertreter die Ehe genehmigt oder der Ehegatte, nachdem er unbeschränkt geschäftsfähig geworden ist, zu erkennen gegeben hat, daß er die Ehe fortsetzen will.

3. Verweigert der gesetzliche Vertreter die Genehmigung ohne triftige Gründe, so kann der Vormundschaftsrichter sie auf Antrag eines Ehegatten ersetzen.

## Paragraph 31

## Irrtum über die Eheschließung oder über die Person des anderen Ehegatten.

1. Ein Ehegatte kann Aufhebung der Ehe begehren, wenn er bei der Eheschließung nicht gewußt hat, daß es sich um eine Eheschließung handelt, oder, wenn er dies zwar gewußt hat, aber eine Erklärung, die Ehe eingehen zu wollen, nicht hat abgeben wollen. Das gleiche gilt, wenn der Ehegatte sich in der Person des anderen Ehegatten geirrt hat.

2. Die Aufhebung ist ausgeschlossen, wenn der Ehegatte nach Entdeckung des Irrtums zu erkennen gegeben hat, daß er die Ehe fortsetzen will.

## Paragraph 32

## Irrtum über die persönlichen Eigenschaften des anderen Ehegatten

1. Ein Ehegatte kann Aufhebung der Ehe begehren, wenn er sich bei der Eheschließung über solche persönliche Eigenschaften des anderen Ehegatten geirrt hat, die ihn bei Kenntnis der Sachlage und bei verständiger Würdigung des Wesens der Ehe von der Eingehung der Ehe abgehalten haben würden.

2. — L'annulation n'est plus possible, si, après la découverte de l'erreur, l'époux a manifesté sa volonté de continuer la vie conjugale ou si la demande en annulation ne paraît pas au point de vue moral suffisamment justifiée, eu égard à la façon dont les époux ont vécu jusque là.

## ARTICLE 33

## Dol.

1. — L'annulation du mariage peut être demandée par tout époux qui a été déterminé à le conclure par un dol portant sur des circonstances telles qu'il ne se serait pas engagé s'il avait fait une appréciation raisonnable de la nature du mariage.
2. — L'annulation n'est plus possible si le dol provenait d'un tiers et s'était produit à l'insu de l'autre époux ou si l'époux après la découverte du dol, a manifesté sa volonté de continuer la vie commune.
3. — L'annulation du mariage ne peut être demandée pour cause d'erreur sur la situation de fortune.

## ARTICLE 34

## Menace

1. — L'annulation du mariage peut être demandée par tout époux qui illégalement a été amené à le conclure sous l'empire de la menace.
2. — L'annulation n'est plus possible si, après la cessation de l'état de contrainte causé par la menace, l'époux a manifesté sa volonté de continuer la vie commune.

## III. — INTRODUCTION DE LA DEMANDE EN ANNULATION

## ARTICLE 35

## Délai

1. — La demande en annulation ne peut être formulée que dans le délai d'un an.
2. — Le délai commence à courir, dans les cas prévus à l'article 30, du jour où le représentant légal a connaissance de la célébration ou de la ratification du mariage ou du jour où le conjoint acquiert sa pleine capacité; dans les cas prévus aux articles 31 à 33 du jour où le conjoint a connaissance de l'erreur ou du dol; et dans le cas de l'article 34, du jour où cesse l'état de contrainte.
3. — Le délai est suspendu si, au cours des six derniers mois dudit délai l'époux ayant le droit d'agir est empêché d'introduire son action en annulation par suite d'un cas fortuit ou de force majeure.
4. — Si l'époux ayant le droit d'agir est incapable et n'a pas de représentant légal, le délai de la demande en annulation expire six mois après le jour où l'époux recouvre la capacité d'agir ou est pourvu d'un représentant légal.

## ARTICLE 36

## Inobservation du délai par le représentant légal

Si le représentant légal d'un époux incapable a omis d'exercer l'action en nullité dans le délai prescrit, l'époux peut lui-même exercer cette action dans le délai de six mois après la cessation de son incapacité.

## IV. — EFFETS DE L'ANNULATION

## ARTICLE 37

1. — Les effets de l'annulation du mariage sont réglés par les textes qui régissent les effets du divorce.
2. — Doit être considéré comme coupable, dans les cas prévus aux Articles 30 à 32, celui des époux qui a eu connaissance de la nullité au moment de la célébration du mariage, et, dans les cas prévus aux Articles 33 et 34, celui des époux qui a été l'auteur du dol ou de la menace, ou qui en a eu connaissance.

## F. CAS DE CÉLÉBRATION D'UN NOUVEAU MARIAGE APRÈS LA DÉCLARATION DE DÉCÈS DU CONJOINT

## ARTICLE 38

1. — Si l'un des époux après la déclaration de décès de son conjoint contracte un nouveau mariage, le mariage ne sera pas nul par le seul fait que l'époux déclaré décédé est encore en vie, à moins toutefois que les deux nouveaux époux n'aient su, au moment de la célébration de leur mariage que ledit époux n'était pas mort.

2. Die Aufhebung ist ausgeschlossen, wenn der Ehegatte nach Entdeckung des Irrtums zu erkennen gegeben hat, daß er die Ehe fortsetzen will, oder wenn sein Verlangen nach Aufhebung der Ehe mit Rücksicht auf die bisherige Gestaltung des ehelichen Lebens der Ehegatten als sittlich nicht gerechtfertigt erscheint.

## Paragraph 33

## Arglistige Täuschung

1. Ein Ehegatte kann Aufhebung der Ehe begehren, wenn er zur Eingehung der Ehe durch arglistige Täuschung über solche Umstände bestimmt worden ist, die ihn bei Kenntnis der Sachlage und bei richtiger Würdigung des Wesens der Ehe von der Eingehung der Ehe abgehalten hätten.

2. Die Aufhebung ist ausgeschlossen, wenn die Täuschung von einem Dritten ohne Wissen des anderen Ehegatten verübt worden ist, oder wenn der Ehegatte nach Entdeckung der Täuschung zu erkennen gegeben hat, daß er die Ehe fortsetzen will.

3. Auf Grund einer Täuschung über Vermögensverhältnisse kann die Aufhebung der Ehe nicht begehrt werden.

## Paragraph 34

## Drohung

1. Ein Ehegatte kann Aufhebung der Ehe begehren, wenn er zur Eingehung der Ehe widerrechtlich durch Drohung bestimmt worden ist.

2. Die Aufhebung ist ausgeschlossen, wenn der Ehegatte nach Aufhören der durch die Drohung begründeten Zwangslage zu erkennen gegeben hat, daß er die Ehe fortsetzen will.

## III. Erhebung der Aufhebungsklage

## Paragraph 35

## Klagefrist

1. Die Aufhebungsklage kann nur binnen eines Jahres erhoben werden.

2. Die Frist beginnt in den Fällen des Paragraphen 30 mit dem Zeitpunkt, in welchem die Eingehung oder die Bestätigung der Ehe dem gesetzlichen Vertreter bekannt wird, oder der Ehegatte die unbeschränkte Geschäftsfähigkeit erlangt; in den Fällen der Paragraphen 31 bis 33 mit dem Zeitpunkt, in welchem der Ehegatte den Irrtum oder die Täuschung entdeckt; in dem Falle des Paragraphen 34 mit dem Zeitpunkt, in welchem die Zwangslage aufhört.

3. Der Lauf der Frist ist gehemmt, solange der klageberechtigte Ehegatte innerhalb der letzten sechs Monate der Klagefrist durch einen unabwendbaren Zufall an der Erhebung der Aufhebungsklage gehindert ist.

4. Hat ein klageberechtigter Ehegatte, der geschäftsunfähig ist, keinen gesetzlichen Vertreter, so endet die Klagefrist nicht vor dem Ablauf von sechs Monaten nach dem Zeitpunkt, von dem an der Ehegatte die Aufhebungsklage selbständig erheben kann oder in dem der Mangel der Vertretung aufhört.

## Paragraph 36

## Versäumung der Klagefrist durch den gesetzlichen Vertreter

Hat der gesetzliche Vertreter eines geschäftsunfähigen Ehegatten die Aufhebungsklage nicht rechtzeitig erhoben, so kann der Ehegatte selbst innerhalb von sechs Monaten seit dem Wegfall der Geschäftsunfähigkeit die Aufhebungsklage erheben.

## IV. Folgen der Aufhebung

## Paragraph 37

1. Die Folgen der Aufhebung einer Ehe bestimmen sich nach den Vorschriften über die Folgen der Scheidung.

2. In den Fällen der Paragraphen 30 bis 32 ist der Ehegatte als schuldig anzusehen, der den Aufhebungsgrund bei Eingehung der Ehe kannte; in den Fällen der Paragraphen 33 und 34 der Ehegatte, von dem oder mit dessen Wissen die Täuschung oder die Drohung verübt worden ist.

## F. Wiederverheiratung im Falle der Todeserklärung

## Paragraph 38

1. Geht ein Ehegatte, nachdem der andere Ehegatte für tot erklärt worden ist, eine neue Ehe ein, so ist die neue Ehe nicht deshalb nichtig, weil der für tot erklärte Ehegatte noch lebt, es sei denn, daß beide Ehegatten bei der Eheschließung wissen, daß er die Todeserklärung überlebt hat.

2. — Par la célébration du nouveau mariage, le mariage précédent sera dissous. Il restera dissous même si la déclaration de décès a été annulée.

## ARTICLE 39

1. — Si l'époux à l'égard duquel est intervenu une déclaration de décès est encore vivant, son ancien conjoint pourra demander l'annulation du nouveau mariage, à moins qu'il n'ait su au moment de la conclusion de ce mariage, que l'époux déclaré décédé n'était pas mort.
2. — Si l'époux remarié a usé du droit lui appartenant aux termes de l'alinéa 1er, et si le nouveau mariage a été annulé, il ne pourra contracter mariage qu'avec son précédent conjoint tant que vivra celui-ci.
- Pour le surplus les effets de l'annulation sont régis par l'Article 37.

## ARTICLE 40

Si le mariage est dissous conformément à l'article 38, alinéa 2, le droit de prendre soin de la personne de l'enfant issu de ce mariage, ainsi que l'obligation pour l'un des époux de verser une contribution alimentaire à l'autre pour l'entretien de l'enfant, sont réglés de la même manière que si le mariage avait été dissous par le divorce sans déclaration de culpabilité.

## CHAPITRE II

## DU DIVORCE

## A — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE 41

Le mariage est dissous par une décision de justice. La dissolution prend effet du jour où le jugement acquiert l'autorité de la chose jugée. Les causes pour lesquelles le divorce peut être demandé sont déterminées par les dispositions suivantes :

## B — CAUSES DE DIVORCE

## I. — DIVORCE POUR INCONDUITE

## ARTICLE 42

## Adultère

- 1) Un époux peut demander le divorce si son conjoint s'est rendu coupable d'adultère.
- 2) Il n'a pas droit au divorce s'il a consenti à l'adultère ou l'a intentionnellement rendu possible ou facilité.

## ARTICLE 43

## Autres manquements aux obligations résultant du mariage

Un époux peut demander le divorce, si son conjoint, par sa conduite indigne ou immorale, a causé la désunion du ménage de manière si grave, que la continuation de la vie commune, telle qu'elle répond à la nature même du mariage, ne peut plus être envisagée. L'époux qui est lui-même coupable ne peut pas demander le divorce si, d'après la nature de sa faute et spécialement à raison de la connexité des manquements de son conjoint avec sa propre faute, sa demande en divorce n'est pas justifiée moralement selon une juste appréciation de la nature du mariage.

## II. — DIVORCE POUR AUTRES CAUSES

## ARTICLE 44

## Attitude résultant de troubles mentaux

Tout époux peut demander le divorce, si l'attitude de son conjoint, due à des troubles mentaux et ne pouvant par suite être considérée comme manquement à ses obligations, a causé la désunion du ménage de manière si grave que la continuation de la vie commune telle qu'elle répond à la nature même du mariage, ne peut plus être envisagée.

## ARTICLE 45

## Maladie mentale

Un époux peut demander le divorce, si son conjoint est atteint de maladie mentale ayant acquis un degré tel que la communauté spirituelle entre les époux a disparu et que le rétablissement de cette communauté ne peut plus être envisagé.

## ARTICLE 46

## Maladie contagieuse ou répugnante

Un époux peut demander le divorce si son conjoint souffre d'une maladie grave de caractère contagieux ou répugnant et si la guérison de cette maladie ou la suppression du danger de contagion ne peut pas être envisagée dans un temps déterminé.

2. Mit der Schließung der neuen Ehe wird die frühere Ehe aufgelöst. Sie bleibt auch dann aufgelöst, wenn die Todeserklärung aufgehoben wird.

## Paragraph 39

1. Lebt der für tot erklärte Ehegatte noch, so kann sein früherer Ehegatte die Aufhebung der neuen Ehe begehren, es sei denn, daß er bei der Eheschließung wußte, daß der für tot erklärte Ehegatte die Todeserklärung überlebt hat.

2. Macht der frühere Ehegatte von dem ihm nach Abs. 1 zustehenden Recht Gebrauch und wird die neue Ehe aufgehoben, so kann er zu Lebzeiten seines Ehegatten aus der früheren Ehe eine neue Ehe nur mit diesem eingehen. Im übrigen bestimmen sich die Folgen der Aufhebung nach Paragraph 37.

## Paragraph 40

Ist eine Ehe gemäß Paragraph 38, Abs. 2 aufgelöst, so regelt sich das Recht, für die Person eines Kindes aus dieser Ehe zu sorgen, sowie die Verpflichtung eines der Ehegatten, dem anderen einen Beitrag zu dem Unterhalt dieses Kindes zu leisten, in gleicher Weise, wie wenn die Ehe ohne Schuldausspruch geschieden worden wäre.

## ZWEITER ABSCHNITT

## RECHT DER EHESCHIEDUNG

## A. Allgemeine Vorschriften

## Paragraph 41

Die Ehe wird durch gerichtliches Urteil geschieden. Sie ist mit der Rechtskraft des Urteils aufgelöst. Die Voraussetzungen, unter denen die Scheidung begehrt werden kann, ergeben sich aus den nachstehenden Vorschriften.

## B. Ehescheidungsgründe

## I. Scheidung wegen Verschuldens (Eheverfehlungen)

## Paragraph 42

## Ehebruch

1. Ein Ehegatte kann Scheidung begehren, wenn der andere die Ehe gebrochen hat.

2. Er hat kein Recht auf Scheidung, wenn er dem Ehebruch zustimmt oder ihn durch sein Verhalten absichtlich ermöglicht oder erleichtert hat.

## Paragraph 43

## Andere Eheverfehlungen

Ein Ehegatte kann Scheidung begehren, wenn der andere durch eine schwere Eheverfehlung oder durch ehrloses oder unsittliches Verhalten die Ehe schuldhaft so tief zerrüttet hat, daß die Wiederherstellung einer ihrem Wesen entsprechenden Lebensgemeinschaft nicht mehr erwartet werden kann. Wer selbst eine Verfehlung begangen hat, kann die Scheidung nicht begehren, wenn nach der Art seiner Verfehlung, insbesondere wegen des Zusammenhangs der Verfehlung des anderen Ehegatten mit seinem eigenen Verschulden, sein Scheidungsbegehren bei richtiger Würdigung des Wesens der Ehe sittlich nicht gerechtfertigt ist.

## II. Scheidung aus anderen Gründen

## Paragraph 44

## Auf geistiger Störung beruhendes Verhalten

Ein Ehegatte kann Scheidung begehren, wenn die Ehe infolge eines Verhaltens des anderen Ehegatten, das nicht als Eheverfehlung betrachtet werden kann, weil es auf einer geistigen Störung beruht, so tief zerrüttet ist, daß die Wiederherstellung einer dem Wesen der Ehe entsprechenden Lebensgemeinschaft nicht erwartet werden kann.

## Paragraph 45

## Geisteskrankheit

Ein Ehegatte kann Scheidung begehren, wenn der andere geisteskrank ist, die Krankheit einen solchen Grad erreicht hat, daß die geistige Gemeinschaft zwischen den Ehegatten aufgehoben ist, und eine Wiederherstellung dieser Gemeinschaft nicht erwartet werden kann.

## Paragraph 46

## Ansteckende oder ekelerregende Krankheit

Ein Ehegatte kann Scheidung begehren, wenn der andere an einer schweren ansteckenden oder ekelerregenden Krankheit leidet und ihre Heilung oder die Beseitigung der Ansteckungsgefahr in absehbarer Zeit nicht erwartet werden kann.

## ARTICLE 47

## Atténuations de rigueurs

Dans les cas prévus aux articles 44 à 46 le mariage ne sera pas rompu si la demande en divorce n'est pas justifiée moralement.

Tel serait en règle générale le cas si la dissolution du mariage frappait l'autre époux d'une façon particulièrement dure. Cette question dépend des circonstances et spécialement de la durée du mariage, de l'âge des époux et de la cause de la maladie.

## ARTICLE 48

## Cessation de la vie commune

1) Chacun des époux peut demander le divorce lorsque la vie commune a cessé depuis trois ans et lorsqu'à la suite d'une profonde et irrémédiable désunion entre les époux, le rétablissement de la vie commune, telle qu'elle répond à la nature même du mariage, ne peut plus être envisagé.

2) Si l'époux qui demande le divorce a occasionné la désunion du ménage par sa faute exclusive ou prépondérante, l'autre conjoint peut s'opposer au divorce. Il n'y a pas lieu de tenir compte de cette opposition, si le maintien du mariage n'est pas justifié moralement d'après une juste appréciation de la nature même du mariage et de la conduite générale des deux époux.

3) Il ne peut être fait droit à la demande en divorce, si l'intérêt bien compris d'un ou de plusieurs enfants mineurs issus du mariage exige le maintien de celui-ci.

## C — CIRCONSTANCES EXCLUANT LE DIVORCE

## ARTICLE 49

## Pardon

Le droit au divorce pour cause d'inconduite n'existe plus s'il résulte de l'attitude de l'époux offensé, qu'il a pardonné la faute de son conjoint ou qu'il ne l'a pas considérée comme étant de nature à détruire les liens du mariage.

## ARTICLE 50

## Délai de forclusion

Le droit au divorce pour cause d'inconduite cesse, si la demande n'est pas introduite dans un délai de six mois. Ce délai court du jour de la connaissance de la cause de divorce. Il est suspendu pendant le temps où les époux ne vivent pas en commun.

Au cas où l'époux coupable adresse à son conjoint une sommation, soit de reprendre la vie commune, soit de demander le divorce, le délai court du jour de la réception de cette sommation.

2) La demande en divorce n'est plus recevable lorsque dix ans se sont écoulés depuis que la cause de divorce invoquée s'est produite.

3) La requête en fixation d'une audience de conciliation tient lieu de demande en divorce, à condition qu'elle soit suivie d'une citation à bref délai.

Cette requête devient inopérante si le demandeur ne comparait pas à l'audience de conciliation ou s'il n'introduit pas la demande en divorce dans le délai de trois mois qui suit la fin de la procédure de conciliation.

4) L'Article 35, alinéas 3 et 4 s'applique aux délais de six mois et de trois mois.

## ARTICLE 51

## Motifs de divorce pour Inconduite qui revivent après expiration des délais

1) Au cours d'une instance en divorce, un motif peut encore être invoqué, après l'expiration des délais prévus à l'Article 50, lorsque le délai n'était pas expiré au moment de l'introduction de la demande.

2) Des manquements aux obligations du mariage, qui ne peuvent plus servir de base à une demande en divorce, peuvent, même après l'expiration des délais prévus à l'Article 50, être invoqués à l'appui d'une demande en divorce fondée sur d'autres motifs.

## D — DÉTERMINATION DE LA FAUTE

## ARTICLE 52

## Cas de divorce pour Inconduite

1) Si le divorce est prononcé pour inconduite du défendeur, le jugement devra le déclarer expressément.

2) Lorsque le défendeur aura formé une demande reconventionnelle et que le divorce sera prononcé pour cause d'inconduite des deux époux, tous deux seront déclarés coupables. Si la faute de l'un des époux est notablement plus grave que celle de l'autre, le jugement contiendra en même temps la déclaration que sa faute est prédominante.

3) Même en cas d'absence d'une demande reconventionnelle le jugement doit, sur la demande du défendeur, déclarer qu'il y a également faute du demandeur si le mariage est dissous par suite d'une faute du défendeur et si celui-ci, au moment de la demande principale ou postérieurement, eût été en droit de demander le divorce pour inconduite du demandeur. Si au moment de l'introduction de la

## Paragraph 47

## Vermeidung von Härten

In den Fällen der Paragraphen 44 bis 46 darf die Ehe nicht geschieden werden, wenn das Scheidungsbegehren sittlich nicht gerechtfertigt ist. Dies ist in der Regel dann anzunehmen, wenn die Auflösung der Ehe den anderen Ehegatten außergewöhnlich hart treffen würde. Ob dies der Fall ist, richtet sich nach den Umständen, namentlich auch nach der Dauer der Ehe, dem Lebensalter der Ehegatten und dem Anlaß der Erkrankung.

## Paragraph 48

## Aufhebung der häuslichen Gemeinschaft

1. Ist die häusliche Gemeinschaft der Ehegatten seit drei Jahren aufgehoben und infolge einer tiefgreifenden unheilbaren Zerrüttung des ehelichen Verhältnisses die Wiederherstellung einer dem Wesen der Ehe entsprechenden Lebensgemeinschaft nicht zu erwarten, so kann jeder Ehegatte die Scheidung begehren.

2. Hat der Ehegatte, der die Scheidung begehrt, die Zerrüttung ganz oder überwiegend verschuldet, so kann der andere der Scheidung widersprechen. Der Widerspruch ist nicht zu beachten wenn die Aufrechterhaltung der Ehe bei richtiger Würdigung des Wesens der Ehe und des gesamten Verhaltens beider Ehegatten sittlich nicht gerechtfertigt ist.

3. Dem Scheidungsbegehren ist nicht stattzugeben, wenn das wohlverstandene Interesse eines oder mehrerer minderjähriger Kinder, die aus der Ehe hervorgegangen sind, die Aufrechterhaltung der Ehe erfordert.

## C. Ausschluß des Scheidungsrechts

## Paragraph 49

## Verzeihung

Das Recht auf Scheidung wegen Verschuldens besteht nicht, wenn sich aus dem Verhalten des verletzten Ehegatten ergibt, daß er die Verfehlung des anderen verziehen oder sie als ehezerstörend nicht empfunden hat.

## Paragraph 50

## Fristablauf

1. Das Recht auf Scheidung wegen Verschuldens erlischt, wenn der Ehegatte nicht binnen sechs Monaten die Klage erhebt. Die Frist beginnt mit der Kenntnis des Scheidungsgrundes. Sie läuft nicht, solange die häusliche Gemeinschaft der Ehegatten aufgehoben ist. Fordert der schuldige Ehegatte den anderen auf, die Gemeinschaft herzustellen oder die Klage auf Scheidung zu erheben, so läuft die Frist vom Empfang der Aufforderung an.

2. Die Scheidung ist nicht mehr zulässig, wenn seit dem Eintritt des Scheidungsgrundes zehn Jahre verstrichen sind.

3. Der Erhebung der Klage steht der Antrag auf Anberaumung eines Sühnetermins gleich, sofern die Ladung demnächst erfolgt. Der Antrag verliert diese Wirkung, wenn der Antragsteller im Sühnetermin nicht erscheint oder die Klage nicht binnen drei Monaten seit dem Abschluß des Sühneverfahrens erhebt.

4. Für die Sechs- und Dreimonatsfrist gilt Paragraph 35 Abs. 3 und 4 entsprechend.

## Paragraph 51

## Nachträgliche Geltendmachung von Scheidungsgründen bei Scheidung wegen Verschuldens

1. Nach Ablauf der in Paragraph 50 bezeichneten Fristen kann während eines Scheidungsstreites ein Scheidungsgrund noch geltend gemacht werden, wenn die Frist bei der Klageerhebung noch nicht verstrichen war.

2. Eheverfehlungen, auf die eine Scheidungsklage nicht mehr gegründet werden kann, können auch nach Ablauf der Fristen der Paragraphen 50 zur Unterstützung einer auf andere Eheverfehlungen gegründeten Scheidungsklage geltend gemacht werden.

## D. Schuldausspruch

## Paragraph 52

## Bei Scheidung wegen Verschuldens

1. Wird die Ehe wegen Verschuldens des Beklagten geschieden, so ist dies im Urteil auszusprechen.

2. Hat der Beklagte Widerklage erhoben, und wird die Ehe wegen Verschuldens beider Ehegatten geschieden, so sind beide für schuldig zu erklären. Ist das Verschulden des einen Ehegatten erheblich schwerer als das des anderen, so ist zugleich auszusprechen, daß seine Schuld überwiegt.

3. Auch ohne Erhebung einer Widerklage ist auf Antrag des Beklagten die Mitschuld des Klägers auszusprechen, wenn die Ehe wegen einer Verfehlung des Beklagten geschieden wird, und dieser

demande principale le défendeur avait perdu le droit de demander le divorce pour inconduite du demandeur il doit être fait néanmoins droit à sa demande lorsque l'équité l'exige, l'alinéa 2, phrase 2 de cet article et l'alinéa 3 de l'Article 50, s'appliquent par analogie.

## ARTICLE 53

## Divorce pour d'autres motifs

1) Lorsque le divorce sera prononcé sur demande principale et reconventionnelle et qu'une faute incombe à l'un seulement des époux, il en sera fait mention dans le jugement.

2) Si le divorce est prononcé uniquement en vertu des dispositions des Articles 44 à 46 et 48, et si cependant le défendeur avait pu, au moment de l'introduction de la demande ou postérieurement, demander le divorce pour inconduite du demandeur, il doit à la demande du défendeur, même en l'absence de demande reconventionnelle être déclaré qu'une faute incombe au demandeur. Si au moment de la demande le défendeur avait déjà perdu le droit de demander le divorce pour inconduite du demandeur, il doit néanmoins être fait droit à sa demande, lorsque l'équité l'exige; l'Article 50 alinéa 3 est applicable par analogie.

## E — EFFETS DU DIVORCE

## I. — NOM DE LA FEMME DIVORCÉE

## ARTICLE 54

## Principe

La femme divorcée conserve le nom de famille du mari.

## ARTICLE 55

## Reprise d'un nom précédent

1) La femme divorcée peut reprendre son nom de famille moyennant une déclaration devant l'officier de l'état-civil. La déclaration doit être faite en la forme authentique.

2) La femme peut également reprendre le nom d'un précédent mari, porté par elle au moment de la conclusion du mariage dissous par le divorce, lorsqu'il existe des descendants issus du précédent mariage. Cette reprise est exclue si la femme a été déclarée la seule ou la principale partie fautive.

## ARTICLE 56

## Interdiction par le mari de porter son nom

1) Si la femme est la seule ou la principale partie coupable le mari moyennant une déclaration devant l'officier de l'état-civil, peut lui interdire de continuer à porter son nom. La déclaration doit être faite en la forme authentique. L'officier de l'état-civil doit communiquer cette déclaration à la femme.

2) Par la perte du nom du mari la femme reprend son ancien nom de famille.

## ARTICLE 57

## Interdiction par le Tribunal des tutelles de porter un nom

1) Si la femme se rend coupable d'une faute grave à l'égard du mari après le divorce, ou si elle mène contre la volonté de celui-ci une vie indigne ou immorale, le Tribunal des tutelles peut, sur la demande du mari, lui interdire de continuer à porter le nom de ce dernier.

2) L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique par analogie au cas où la femme conformément à l'Article 55, alinéa 2, a repris le nom d'un précédent mari.

3) La décision qui interdit de porter le nom n'a d'effet qu'à partir du jour où elle sera passée en force de chose jugée. La femme reprend de ce fait son nom de famille.

## II. — ENTRETIEN

## A — Obligation d'entretien en cas de divorce pour Inconduite.

## ARTICLE 58

1) Le mari déclaré seul ou principal coupable devra fournir à la femme divorcée l'entretien correspondant aux conditions de vie des époux, dans la mesure ou les revenus de la fortune de la femme ou les produits de son travail sont insuffisants.

2) La femme déclarée seule ou principale coupable devra fournir à son mari divorcé une pension alimentaire convenable dans la mesure ou il est incapable de subvenir à ses propres besoins.

## ARTICLE 59

1) Si l'entretien personnel décent de l'époux déclaré seul ou principal coupable était mis en péril par suite du service de l'entretien prévu à l'Article 58, compte tenu de ses autres obligations, l'époux coupable n'aura à pourvoir à l'entretien de l'autre que dans la mesure dictée par l'équité, en considération des besoins ainsi que de la situation de fortune et du produit du travail des époux divorcés. Lorsque le débiteur de l'obligation d'entretien est également tenu de pourvoir à l'entretien d'un enfant mineur non

zur Zeit der Erhebung der Klage oder später auf Scheidung wegen Verschuldens hätte klagen können. Hatte der Beklagte bei der Klageerhebung das Recht, die Scheidung wegen Verschuldens des Klägers zu begehren, bereits verloren, so ist dem Antrag gleichwohl stattzugeben, wenn dies der Billigkeit entspricht. Abs. 2 Satz 2, und Paragraph 50, Abs. 3 gelten entsprechend.

## Paragraph 53

## Scheidung aus anderen Gründen

1. Wird die Ehe auf Klage und Widerklage geschieden, und trifft nur einen Ehegatten ein Verschulden, so ist dies im Urteil auszusprechen.

2. Wird die Ehe lediglich auf Grund der Vorschriften der Paragraphen 44 bis 46 und 48 geschieden, und hätte der Beklagte zur Zeit der Erhebung der Klage oder später auf Scheidung wegen Verschuldens des Klägers klagen können, so ist auch ohne Erhebung der Widerklage auf Antrag des Beklagten auszusprechen, daß den Kläger ein Verschulden trifft. Hatte der Beklagte bei der Klageerhebung das Recht, die Scheidung wegen Verschuldens des Klägers zu begehren, bereits verloren, so ist dem Antrag gleichwohl stattzugeben, wenn dies der Billigkeit entspricht. Paragraph 50, Abs. 3 findet entsprechende Anwendung.

## E. Folgen der Scheidung

## 1. Name der geschiedenen Frau

## Paragraph 54

## Grundsatz

Die geschiedene Frau behält den Familiennamen des Mannes.

## Paragraph 55

## Wiederannahme eines früheren Namens

1. Die geschiedene Frau kann durch Erklärung gegenüber dem Standesbeamten ihren Familiennamen wieder annehmen. Die Erklärung bedarf der öffentlichen Beglaubigung.

2. In gleicher Weise kann die Frau einen früheren Ehenamen, den sie bei Eingehung der geschiedenen Ehe hatte, wieder annehmen, wenn aus der früheren Ehe Nachkommenschaft vorhanden ist. Die Wiederannahme ist ausgeschlossen, wenn die Frau allein oder überwiegend für schuldig erklärt ist.

## Paragraph 56

## Untersagung der Namensführung durch den Mann

1. Ist die Frau allein oder überwiegend für schuldig erklärt, so kann ihr der Mann durch Erklärung gegenüber dem Standesbeamten die Weiterführung seines Namens untersagen. Die Erklärung bedarf der öffentlichen Beglaubigung. Der Standesbeamte soll der Frau die Erklärung mitteilen.

2. Mit dem Verlust des Mannesnamens erhält die Frau ihren Familiennamen wieder.

## Paragraph 57

## Untersagung der Namensführung durch das Vormundschaftsgericht

1. Macht die Frau sich nach der Scheidung einer schweren Verfehlung gegen den Mann schuldig, oder führt sie gegen seinen Willen einen ehrlosen oder unsittlichen Lebenswandel, so kann ihr das Vormundschaftsgericht auf Antrag des Mannes die Weiterführung seines Namens untersagen.

2. Abs. 1 gilt entsprechend, wenn die Frau nach Paragraph 55, Abs. 2, einen früheren Ehenamen wieder angenommen hat.

3. Der Beschluß, der die Weiterführung des Namens untersagt, wird erst mit der Rechtskraft wirksam. Die Frau erhält damit ihren Familiennamen wieder.

## II. Unterhalt

## Paragraph 58

## a) Unterhaltspflicht bei Scheidung wegen Verschuldens

1. Der allein oder überwiegend für schuldig erklärte Mann hat der geschiedenen Frau den nach den Lebensverhältnissen der Ehegatten angemessenen Unterhalt zu gewähren, soweit die Einkünfte aus dem Vermögen der Frau und die Erträge einer Erwerbstätigkeit nicht ausreichen.

2. Die allein oder überwiegend für schuldig erklärte Frau hat dem geschiedenen Mann angemessenen Unterhalt zu gewähren, soweit er außerstande ist, sich selbst zu unterhalten.

## Paragraph 59

1. Würde der allein oder überwiegend für schuldig erklärte Ehegatte durch Gewährung des im Paragraphen 58 bestimmten Unterhalts bei Berücksichtigung seiner sonstigen Verpflichtungen den

marié ou, en cas de nouveau mariage, de son conjoint, il sera tenu compte également des besoins et de la situation de fortune de ces personnes.

2) Le mari qui se trouve dans les conditions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est libéré de toute obligation d'entretien lorsque la femme est en mesure de subvenir à ses besoins par les moyens provenant de sa fortune.

## ARTICLE 60

Si le divorce a été prononcé pour inconduite des deux époux et si la faute d'aucun des deux n'est prépondérante, l'époux qui n'est pas en mesure de subvenir lui-même à ses propres besoins, peut obtenir de l'autre une contribution à son entretien dans des conditions et proportions basées sur l'équité, en tenant compte des besoins ainsi que de la situation de fortune et du produit du travail de l'autre conjoint, de l'obligation d'entretien qui lui est due par ses parents aux termes de l'article 63. L'obligation d'entretien peut être limitée à une certaine durée; la 2<sup>ème</sup> phrase de l'article 59, alinéa 1<sup>er</sup> est applicable par analogie.

## B — Obligation d'entretien en cas de divorce pour autres causes

## ARTICLE 61

1) Si le mariage est dissous pour l'un des motifs prévus aux Articles 44 à 46 et 48 et si le jugement contient une déclaration relative à l'inconduite, les dispositions des Articles 58 et 59 sont applicables par analogie.

2) Si le jugement ne contient pas de déclaration relative à l'inconduite, l'époux qui a demandé le divorce doit pourvoir à l'entretien de l'autre dans les conditions déterminées par l'équité en tenant compte des besoins ainsi que de la situation de fortune et des revenus des époux divorcés. Il sera à ce sujet également tenu compte de la situation des parents de l'époux qui a besoin d'entretien en tant que ces parents sont tenus à l'obligation d'entretien en vertu de l'Article 63.

## C — Mode de prestation de l'entretien

## ARTICLE 62

1) L'entretien sera assuré par le paiement d'une rente. La rente est payable mensuellement d'avance. Le débiteur devra fournir caution, s'il y a lieu de craindre qu'il ne cherche à se soustraire à son obligation. La nature de cette garantie sera déterminée suivant les circonstances.

2) Le créancier de la rente peut demander le versement d'une somme forfaitaire en capital à la place de la dite rente s'il existe un motif grave et si ce versement ne constitue pas une obligation trop lourde pour le débiteur.

3) Le débiteur devra la mensualité entière même au cas où le créancier mourrait au courant du mois.

## ARTICLE 63

1) L'époux divorcé débiteur de l'entretien est tenu au paiement par préférence aux parents du créancier. Dans la mesure cependant où l'entretien personnel de l'époux débiteur serait compromis, compte tenu de ses autres obligations, les parents seraient tenus avant l'époux divorcé. Si l'époux divorcé n'a pas droit à être entretenu par l'autre, ses parents lui devront l'entretien conformément aux prescriptions générales concernant l'obligation d'entretien.

2) Les parents auront également la charge d'entretien dans le cas où il serait impossible ou particulièrement difficile au créancier de poursuivre ses droits contre l'époux débiteur en Allemagne. Dans ce cas la créance contre l'époux est transférée au parent qui a fourni l'entretien. Ce transfert ne peut pas être invoqué au préjudice de celui qui a droit à l'entretien.

## ARTICLE 64

Le créancier ne peut demander l'exécution de l'obligation d'entretien ou des dommages et intérêts pour inexécution, en ce qui concerne le temps écoulé, qu'à partir du jour où le débiteur a été mis en demeure ou du jour de l'introduction d'une demande en justice. Il ne peut cependant être demandé d'aliments pour une période remontant à plus d'un an avant l'introduction de la demande, à moins que le débiteur ne se soit soustrait intentionnellement à son obligation.

## D — Limitation et cessation du droit à l'entretien

Époux se trouvant dans le besoin par suite de sa propre faute

## ARTICLE 65

1) Celui qui a droit à pension et qui est tombé dans un état de besoin par suite de sa conduite immorale ne peut demander que l'entretien le plus indispensable.

2) Un accroissement des besoins, causé par une faute grave du créancier, ne donne pas droit à une augmentation de la créance d'entretien.

eigenen angemessenen Unterhalt gefährden, so braucht er nur so viel zu leisten, als es mit Rücksicht auf die Bedürfnisse und die Vermögens- und Erwerbsverhältnisse der geschiedenen Ehegatten der Billigkeit entspricht. Hat der Verpflichtete einem minderjährigen unverheirateten Kinde oder bei Wiederverheiratung dem neuen Ehegatten Unterhalt zu gewähren, so sind auch die Bedürfnisse und die wirtschaftlichen Verhältnisse dieser Personen zu berücksichtigen.

2. Der Mann ist unter den Voraussetzungen des Abs. 1 von der Unterhaltspflicht ganz befreit, wenn die Frau den Unterhalt aus dem Stamm ihres Vermögens bestreiten kann.

## Paragraph 60

Sind beide Ehegatten schuld an der Scheidung, trägt aber keiner die überwiegende Schuld, so kann dem Ehegatten, der sich nicht selbst unterhalten kann, ein Beitrag zu seinem Unterhalt zugebilligt werden, wenn und soweit dies mit Rücksicht auf die Bedürfnisse und die Vermögens- und Erwerbsverhältnisse des anderen Ehegatten und der nach Paragraph 63 unterhaltspflichtigen Verwandten des Bedürftigen der Billigkeit entspricht. Die Beitragspflicht kann zeitlich beschränkt werden; Paragraph 59, Abs. 1 Satz 2 findet entsprechende Anwendung.

## b) Unterhaltspflicht bei Scheidung aus anderen Gründen

## Paragraph 61

1. Ist die Ehe allein aus einem der in den Paragraphen 44 bis 46 und 48 bezeichneten Gründe geschieden, und enthält das Urteil einen Schuldausspruch, so finden die Vorschriften der Paragraphen 58 und 59 entsprechende Anwendung.

2. Enthält das Urteil keinen Schuldausspruch, so hat der Ehegatte, der die Scheidung verlangt hat, dem anderen Unterhalt zu gewähren, wenn und soweit dies mit Rücksicht auf die Bedürfnisse und die Vermögens- und Einkommensverhältnisse der geschiedenen Ehegatten und der nach Paragraph 63 unterhaltspflichtigen Verwandten des Berechtigten der Billigkeit entspricht. Paragraph 59, Abs. 1, Satz 2, und Abs. 2 finden entsprechende Anwendung.

## c) Art der Unterhaltsgewährung

## Paragraph 62

1. Der Unterhalt ist durch Zahlung einer Geldrente zu gewähren. Die Rente ist monatlich im voraus zu entrichten. Der Verpflichtete hat Sicherheit zu leisten, wenn die Gefahr besteht, daß er sich seiner Unterhaltspflicht zu entziehen sucht. Die Art der Sicherheitsleistung bestimmt sich nach den Umständen.

2. Statt der Rente kann der Berechtigte eine Abfindung in Kapital verlangen, wenn ein wichtiger Grund vorliegt, und der Verpflichtete dadurch nicht unbillig belastet wird.

3. Der Verpflichtete schuldet den vollen Monatsbetrag auch dann, wenn der Berechtigte im Lauf des Monats stirbt.

## Paragraph 63

Der unterhaltspflichtige geschiedene Ehegatte haftet vor den Verwandten des Berechtigten. Soweit jedoch der Verpflichtete bei Berücksichtigung seiner sonstigen Verpflichtungen den eigenen angemessenen Unterhalt gefährden würde, haften die Verwandten vor dem geschiedenen Ehegatten. Soweit einem geschiedenen Ehegatten ein Unterhaltsanspruch gegen den anderen Ehegatten nicht zusteht, haften die Verwandten des Berechtigten nach den allgemeinen Vorschriften über die Unterhaltspflicht den Unterhalt zu gewähren.

2. Die Verwandten haften auch, wenn die Rechtsverfolgung gegen den unterhaltspflichtigen Ehegatten im Inland ausgeschlossen oder erheblich erschwert ist. In diesem Falle geht der Anspruch gegen den Ehegatten auf den Verwandten über, der den Unterhalt gewährt hat. Der Uebergang kann nicht zum Nachteil des Unterhaltsberechtigten geltend gemacht werden.

## Paragraph 64

Für die Vergangenheit kann der Berechtigte Erfüllung oder Schadenersatz wegen Nichterfüllung erst von der Zeit an fordern, in der der Unterhaltspflichtige in Verzug gekommen oder der Unterhaltsanspruch rechtshängig geworden ist, für eine länger als ein Jahr vor der Rechts-hängigkeit liegende Zeit jedoch nur, soweit anzunehmen ist, daß der Verpflichtete sich der Leistung absichtlich entzogen hat.

## d) Begrenzung und Wegfall des Unterhaltsanspruchs

## Selbstverschuldete Bedürftigkeit

## Paragraph 65

1. Ein Unterhaltsberechtigter, der infolge sittlichen Verschuldens bedürftig ist, kann nur den notdürftigsten Unterhalt verlangen.

2. Ein Mehrbedarf, der durch grobes Verschulden des Berechtigten herbeigeführt ist, begründet keinen Anspruch auf erhöhten Unterhalt.

## ARTICLE 66

## Extinction du droit

Le créancier de la pension d'entretien perd son droit, si postérieurement au divorce il se rend coupable d'une faute grave à l'encontre du débiteur ou si, contrairement à la volonté de celui-ci il mène une vie indigne ou immorale.

## ARTICLE 67

## Nouveau mariage du créancier

L'obligation d'entretien s'éteint par le nouveau mariage du créancier.

## ARTICLE 68

## Nouveau mariage du débiteur

Les dispositions de l'article 1604 du Code Civil concernant les effets du régime matrimonial quant à l'obligation d'entretien s'appliquent par analogie au cas de nouveau mariage du débiteur de l'obligation d'entretien.

## ARTICLE 69

## Décès du créancier

1) Le droit à l'entretien s'éteint par la mort du créancier. Il ne subsiste postérieurement au décès qu'en tant qu'il concerne l'exécution de l'obligation ou le paiement des dommages-intérêts pour l'inexécution afférente à une époque antérieure, ou qu'il concerne des termes qui étaient échus au moment de la mort du créancier.

2) Le débiteur supportera les frais funéraires si l'équité l'exige et si le paiement de ces frais ne peut être obtenu des héritiers.

## ARTICLE 70

## Décès du débiteur

1) Par la mort du débiteur l'obligation d'entretien passe aux héritiers à titre de dette de succession.

2) La responsabilité des héritiers est engagée dans la limite prévue par l'article 59. Le créancier devra accepter un abattement du montant de la rente dans la proportion où cet abattement sera conforme à l'équité, compte tenu de la situation des héritiers et des revenus de la succession.

3) L'obligation d'entretien imposée à l'un des époux en vertu de l'article 60 s'éteint par la mort du débiteur.

## E — Contribution à l'entretien des enfants

## ARTICLE 71

1) Lorsqu'un époux est tenu d'assurer l'entretien d'un enfant commun, l'autre époux doit lui verser une contribution aux frais d'entretien à prélever sur ses revenus et les produits de son travail, si ces frais d'entretien ne sont pas couverts par les revenus des biens de l'enfant.

2) Si l'époux qui doit la contribution à l'entretien est chargé des soins de la personne de l'enfant, il peut retenir le montant de la contribution afin de l'utiliser lui-même pour l'entretien de l'enfant.

## F — Accords réglant l'entretien

## ARTICLE 72

Les époux peuvent régler par des accords amiables l'obligation d'entretien pour la période postérieure au divorce. Lorsqu'un accord de ce genre aura été conclu avant que le jugement de divorce ait acquis l'autorité de la chose jugée, cet accord ne sera pas nul du seul fait d'avoir facilité ou avoir rendu possible le divorce. Il sera cependant nul lorsque les époux auront fait naître ou fait revivre en se basant notamment sur le dit accord, une cause de divorce inexistante ou qui avait cessé d'exister ou lorsqu'il ressortira par ailleurs du contenu de l'accord ou d'autres circonstances que cet accord est contraire aux bonnes moeurs.

## III. — RAPPORTS AVEC LES ENFANTS

## ARTICLE 73

## G — Révocation de donations

1) Lorsqu'un époux est déclaré seul coupable, l'autre époux peut révoquer les donations qu'il lui a faites à l'époque des fiançailles ou pendant le mariage à l'exception des cadeaux de peu de valeur et des souvenirs personnels. Les dispositions de l'article 531 du Code Civil sont applicables.

2) La révocation n'est plus possible après l'expiration du délai d'un an à partir du jour où le jugement de divorce est passé en force de chose jugée ou après le décès du donateur ou du donataire.

## III — Rapports avec les enfants

## ARTICLE 74

## Garde de l'enfant

1) Après le prononcé du divorce et à moins d'un accord n'ait été conclu à ce sujet par les époux, le Tribunal des tutelles décide auquel des deux époux devra revenir le soin de la personne de

## Paragraph 66

Der Berechtigte verliert den Unterhaltsanspruch, wenn er sich nach der Scheidung einer schweren Verletzung gegen den Verpflichteten schuldig macht oder gegen dessen Willen einen ehelichen oder unsittlichen Lebenswandel führt.

## Paragraph 67

## Wiederverheiratung des Berechtigten

Die Unterhaltspflicht erlischt mit der Wiederverheiratung des Berechtigten.

## Paragraph 68

## Wiederverheiratung des Verpflichteten

Bei Wiederverheiratung des Verpflichteten finden die Vorschriften des Paragraphen 1604 des Bürgerlichen Gesetzbuches über den Einfluß des Güterstandes auf die Unterhaltspflicht entsprechende Anwendung.

## Paragraph 69

## Tod des Berechtigten

1. Der Unterhaltsanspruch erlischt mit dem Tode des Berechtigten. Nur soweit er auf Erfüllung oder Schadenersatz wegen Nichterfüllung für die Vergangenheit gerichtet ist, oder sich auf Beträge bezieht, die beim Tode des Berechtigten fällig sind, bleibt er auch nachher bestehen.

2. Der Verpflichtete hat die Bestattungskosten zu tragen, soweit dies der Billigkeit entspricht und die Kosten nicht von den Erben zu erlangen sind.

## Paragraph 70

## Tod des Verpflichteten

1. Mit dem Tode des Verpflichteten geht die Unterhaltspflicht auf die Erben als Nachlassverbindlichkeit über.

2. Der Erbe haftet ohne die Beschränkungen des Paragraphen 59. Der Berechtigte muß sich jedoch die Herabsetzung der Rente auf einen Betrag gefallen lassen, der bei Berücksichtigung der Verhältnisse des Erben und der Ertragsfähigkeit des Nachlasses der Billigkeit entspricht.

3. Eine nach Paragraph 60 einem Ehegatten auferlegte Beitragspflicht erlischt mit dem Tode des Verpflichteten.

## e) Beitrag zum Unterhalt der Kinder

## Paragraph 71

1. Hat ein geschiedener Ehegatte einem gemeinschaftlichen Kinde Unterhalt zu gewähren, so hat ihm der andere aus den Einkünften seines Vermögens und den Erträgen seiner Erwerbstätigkeit einen angemessenen Beitrag zu den Unterhaltskosten zu leisten, soweit diese nicht durch die Nutznießung am Kindesvermögen gedeckt werden. Der Anspruch ist nicht übertragbar.

2. Steht dem beitragspflichtigen Ehegatten die Sorge für die Person des Kindes zu, so kann er den Beitrag zur eigenen Verwendung für den Unterhalt des Kindes zurückbehalten.

## f) Unterhaltsverträge

## Paragraph 72

Die Ehegatten können über die Unterhaltspflicht für die Zeit nach der Scheidung der Ehe Vereinbarungen treffen. Ist eine Vereinbarung dieser Art vor Rechtskraft des Scheidungsurteils getroffen worden, so ist sie nicht schon deshalb nichtig, weil sie die Scheidung erleichtert oder ermöglicht hat. Sie ist jedoch nichtig, wenn die Ehegatten im Zusammenhang mit der Vereinbarung einen nicht oder nicht mehr bestehenden Scheidungsgrund geltend gemacht hatten oder wenn sich anderweitig aus dem Inhalt der Vereinbarung oder aus sonstigen Umständen des Falles ergibt, daß sie den guten Sitten widerspricht.

## g) Widerruf von Schenkungen

## Paragraph 73

1. Ist ein Ehegatte für allein schuldig erklärt, so kann der andere Ehegatte Schenkungen, die er ihm während des Brautstandes oder während der Ehe gemacht hat, mit Ausnahme von solchen von erheblichem Geld- oder Gefühlswert, widerrufen. Die Vorschriften des Paragraphen 531 des Bürgerlichen Gesetzbuches finden Anwendung.

2. Der Widerruf ist ausgeschlossen wenn seit der Rechtskraft des Scheidungsurteils ein Jahr verstrichen ist oder wenn der Schenker oder der Beschenkte verstorben ist.

## III. Verhältnis zu den Kindern

## Paragraph 74

## Sorge für die Person des Kindes

1. Ist die Ehe geschieden, so bestimmt das Vormundschaftsgericht, falls eine Einigung der Ehegatten nicht zustande gekommen ist, welchem von ihnen die Sorge für die Person des oder der gemein-

l'enfant ou des enfants communs. Un accord intervenu entre les époux devra être soumis sous forme de proposition écrite au Tribunal des tutelles, aux fins d'homologation, dans le délai de deux semaines à partir du jour où le jugement aura acquis l'autorité de la chose jugée.

2) Si pareille proposition n'a pas été présentée dans le délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ou si elle ne reçoit pas l'approbation du Tribunal des tutelles, celui-ci devra prescrire les mesures qui seront le plus conforme à l'intérêt bien compris du ou des enfants, compte tenu de toutes les circonstances. Il pourra à cet effet, se mettre en rapport avec les enfants.

3) Avant que la décision ne soit rendue, les époux divorcés devront être entendus personnellement. Il ne doit être renoncé à cette condition que si elle s'avère impossible.

4) La charge de la personne de l'enfant ne doit être confiée à un époux qui a été déclaré seul ou principal coupable que si pour des raisons particulières cette mesure répond à l'intérêt de l'enfant ou des enfants.

5) Le Tribunal des tutelles peut confier le soin de la personne de l'enfant à un curateur, lorsque pour des raisons particulières cette mesure répond à l'intérêt de l'enfant ou des enfants.

6) Le Tribunal des tutelles, s'il le juge nécessaire, peut à tout moment modifier les dispositions prises par lui, dans l'intérêt du ou des enfants.

## ARTICLE 75

## Droit de visite des enfants

1) L'époux qui n'a pas obtenu le droit de garde de l'enfant conserve le droit de visite.

2) Le Tribunal des tutelles peut régler de manière plus précise l'exercice de ce droit. Il peut le supprimer pour une durée indéterminée ou illimitée, si, pour des raisons particulières l'intérêt de l'enfant l'exige.

## F — DROIT D'UN ÉPOUX A LA SÉPARATION QUAND IL N'A PLUS DROIT AU DIVORCE

## ARTICLE 76

L'alinéa 2 de l'Article 1353 du Code Civil sera complété par la phrase suivante :

"Si par suite de pardon ou de forclusion un époux ne peut plus demander le divorce, les droits et obligations des époux seront les mêmes que si la cause de divorce n'avait jamais existé."

## CHAPITRE III

## DEMANDE EN ATTÉNUATION DE MESURES DE RIGUEUR

## ARTICLE 77

1) Toutes les fois que les décisions judiciaires en matière de droit familial ont été rendues en vertu de dispositions qui étaient contenues dans la loi concernant l'unification du droit du mariage et du divorce dans le pays d'Autriche et le reste du territoire de l'Empire, en date du 6 Juillet 1938 (*Reichsgesetzblatt 1, S 807*), mais n'étaient pas contenues dans le code civil et ne le sont pas dans la présente loi et toutes les fois que des décisions judiciaires se trouvent fondées entièrement ou de manière prédominante sur des motifs d'ordre racial politique ou religieux, ces décisions pourront être attaquées par celui des époux qui a été lésé par le divorce ainsi que par les enfants issus du mariage et par le Ministère public (demande en atténuation de mesures de rigueur).

2) La demande en atténuation de mesures de rigueur devra être introduite dans le délai de deux ans après la mise en application de la présente loi devant le Tribunal dont la décision passée en force de chose jugée, sera attaquée.

Si cette voie s'avère impossible ou impraticable, le Tribunal compétent sera désigné par le Président de la Cour d'Appel, dans le ressort de laquelle le demandeur sera domicilié.

3) Par l'exercice de l'action en atténuation des mesures de rigueur l'intéressé pourra demander que soit compensé un dommage de nature économique qu'il aurait subi contrairement à l'équité ou que soient supprimées ou atténuées des mesures de rigueur portant préjudice à sa situation personnelle.

4) Nul ne pourra demander le rétablissement d'un mariage ayant été déclaré nul, annulé ou dissous par le divorce.

5) La décision du Tribunal sera déterminée par une appréciation équitable de toutes les circonstances qui ont provoqué le dommage subi par l'intéressé. Le Tribunal pourra notamment accorder au demandeur pour la période postérieure au jugement attaqué une compensation en rapport avec le dommage subi contrairement à l'équité, et lui accorder également les droits revenant à un époux divorcé non coupable.

6) Pour le surplus l'action en atténuation de mesures de rigueur sera soumise aux dispositions du Code de procédure civile appliquées par analogie.

schäftlichen Kinder zustehen soll. Die Einigung der Ehegatten ist in einem schriftlichen Vorschlag binnen einer Frist von zwei Wochen nach Rechtskraft des Scheidungsurteils dem Vormundschaftsgericht zur Genehmigung vorzulegen.

2. Ist der Vorschlag innerhalb der in Abs. 1 bestimmten Frist nicht vorgelegt worden, oder findet er nicht die Billigung des Vormundschaftsgerichts, so hat dasselbe diejenige Regelung zu treffen, die dem wohlverstandenen Interesse des oder der Kinder unter Berücksichtigung der gesamten Verhältnisse am besten entspricht. Es kann dabei auch mit den Kindern persönlich Fühlung nehmen.

3. Vor der Entscheidung sind die geschiedenen Ehegatten persönlich zu hören. Von der Anhörung soll nur abgesehen werden, wenn sie unmöglich ist.

4. Einem Ehegatten, der allein oder überwiegend für schuldig erklärt worden ist, soll die Sorge nur übertragen werden, wenn dies aus besonderen Gründen dem Wohl des oder der Kinder dient.

5. Das Vormundschaftsgericht kann die Sorge einem Pfleger übertragen, wenn dies aus besonderen Gründen für das Wohl des oder der Kinder erforderlich ist.

6. Das Vormundschaftsgericht kann die Regelung jederzeit ändern, wenn es dies im Interesse des Wohls des oder der Kinder für angezeigt hält.

## Paragraph 75

## Persönlicher Verkehr mit den Kindern

1. Der Ehegatte, dem die Sorge für die Person eines gemeinschaftlichen Kindes nicht zusteht, behält die Befugnis, mit ihm persönlich zu verkehren.

2. Das Vormundschaftsgericht kann den Verkehr näher regeln. Es kann ihn für eine bestimmte Zeit oder dauernd ausschließen, wenn dies aus besonderen Gründen dem Wohl des Kindes dient.

## F. Recht zum Getrenntleben nach Verlust des Scheidungsrechts

## Paragraph 76

Ist das Scheidungsrecht durch Verzeihung oder Fristablauf verloren gegangen, so sind die Rechte und Pflichten der Ehegatten so zu beurteilen, als ob der verloren gegangene Scheidungsgrund niemals bestanden hätte.

## DRITTER ABSCHNITT

## Härtemilderungsklage

## Paragraph 77

1. Gerichtliche Entscheidungen familienrechtlichen Inhalts, die auf Grund solcher Vorschriften des Gesetzes zur Vereinheitlichung des Rechts der Eheschließung und Ehescheidung im Lande Oesterreich und im übrigen Reichsgebiet vom 6. Juli 1938 (*Reichsgesetzblatt 1, S 807*) ergangen sind, die weder im Bürgerlichen Gesetzbuch enthalten waren, noch in diesem Gesetz enthalten sind sowie gerichtliche Entscheidungen, die ganz oder vorwiegend auf rassenmäßigen, politischen oder religiösen Gründen beruhen, können von jedem der durch die Entscheidung benachteiligten Ehegatten sowie den aus der Ehe hervorgegangenen Kindern und vom Staatsanwalt angefochten werden (*Härtemilderungsklage*).

2. Die Härtemilderungsklage ist innerhalb von zwei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes vor demjenigen Gericht zu erheben, dessen rechtskräftige Entscheidung angefochten wird. Falls dies unmöglich oder unzulässig ist, wird das zuständige Gericht von dem Präsidenten des Oberlandesgerichts bestimmt, in dessen Bezirk der Antragsteller seinen Wohnsitz hat.

3. Im Wege der Härtemilderungsklage kann der Anfechtungsberechtigte den Ausgleich unbillig erlittenen Schadens wirtschaftlicher Art und die Abstellung oder Milderung solcher Härten begehren, die ihn in seiner persönlichen Stellung beeinträchtigen.

4. Der Antrag auf Wiederherstellung einer für nichtig erklärten, aufgehobenen oder geschiedenen Ehe kann nicht gestellt werden.

5. Das Gericht entscheidet nach seinem durch Billigkeit bestimmten freien Ermessen und unter Berücksichtigung aller Umstände, die zur Benachteiligung des Anfechtungsberechtigten geführt haben; insbesondere kann es angemessene Entgeltung eines unbillig erlittenen Schadens für die Zeit seit Erlass des angefochtenen Urteils gewähren und dem Antragsteller diejenigen Rechte zubilligen, die nach diesem Gesetz einem unschuldig geschiedenen Ehegatten zustehen.

6. Im übrigen finden auf die Härtemilderungsklage die Vorschriften der Zivilprozessordnung sinngemäße Anwendung.

## CHAPITRE IV

## DISPOSITIONS ADDITIONNELLES

## ARTICLE 78

Restent supprimés les Articles 1303 à 1352, 1564 à 1587, 1608 alinéa 2 et les Articles 1635 à 1637, 1699 à 1704, 1771 alinéa 2, phrase 2 du Code Civil, la Section II, Article 1 et 2 de la loi contre les abus à l'occasion de la conclusion du mariage et en cas d'adoption, en date du 23 Novembre 1933 (*Reichsgesetzblatt I*, page 979) et la Section 1 de la loi modifiant et complétant les dispositions de droit familial et concernant le statut des apatrides, en date du 12 Avril 1938 (*Reichsgesetzblatt I*, page 380).

## ARTICLE 79

La loi du 6 Juillet 1938, „Gesetz zur Vereinheitlichung des Rechts der Eheschließung und der Ehescheidung im Lande Oesterreich und im übrigen Reichsgebiet“ (*Reichsgesetzblatt I*, page 807) est abrogée par la présente loi. Sont également abrogées toutes les dispositions des lois, décrets, ordonnances d'exécution et de tous autres textes législatifs qui sont incompatibles avec la présente loi.

## ARTICLE 80

La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> Mars 1946.

Fait à Berlin, le 20 Février 1946.

P. KOENIG,  
Général de Corps d'Armée.  
G. JOUKOV,  
Maréchal de l'Union Soviétique.  
Joseph T. McNARNEY,  
General.  
H. H. BURROUGH,  
Admiral.

## VIERTER ABSCHNITT

## Zusätzliche Bestimmungen

## Paragraph 78

Die Paragraphen 1303 bis 1352, 1564 bis 1587, 1608 Abs. 2 und die Paragraphen 1635 bis 1637, 1699 bis 1704, 1771 Abs. 2 Satz 2 des Bürgerlichen Gesetzbuches, Artikel II, Paragraphen 1 und 2 des Gesetzes gegen Mißbräuche bei der Eheschließung und der Annahme an Kindes Statt vom 23. November 1933 (*Reichsgesetzblatt I*, S. 979) und Artikel I des Gesetzes über die Aenderung und Ergänzung familienrechtlicher Vorschriften, und über die Rechtsstellung der Staatenlosen vom 12. April 1938 (*Reichsgesetzblatt I*, S. 380) bleiben aufgehoben.

## Paragraph 79

Das Gesetz zur Vereinheitlichung des Rechts der Eheschließung und Ehescheidung im Lande Oesterreich und im übrigen Reichsgebiet vom 8. Juli 1938 (*Reichsgesetzblatt I*, S. 807) wird hiermit aufgehoben. Gleichermäßen aufgehoben sind alle Bestimmungen der zu seiner Durchführung ergangenen Gesetze, Verordnungen und Erlasse, sowie diejenigen aller sonstigen Gesetze, welche mit dem gegenwärtigen Gesetz unvereinbar sind.

## Paragraph 80

Dieses Gesetz tritt im 1. März 1946 in Kraft.

Ausgefertigt in BERLIN, den 20. Februar 1946.

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieses Gesetzes sind von P. KOENIG, Armeekorps-General, G. SCHUKOV, Marschall der Sowjetunion, Joseph T. McNARNEY, General und H. M. BURROUGH, Admiral, unterzeichnet.)

## ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

## ORDONNANCE No 36

relative à la répression des Crimes de Guerre, contre la Paix et l'Humanité et de l'affiliation à des associations criminelles.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945.

Vu le décret du 26 Décembre 1945 portant création d'un Commissariat Général aux Affaires Allemandes et Autrichiennes.

Vu la Loi No 10 du 20 Décembre 1945 du Conseil de Contrôle Interallié, relative au châtement des personnes coupables de crimes de guerre, de crimes contre la paix et contre l'humanité.

Vu l'ordonnance No 20 du 25 Novembre 1945 du Commandant en Chef Français en Allemagne,

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

## ORDONNE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les Tribunaux de Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation en Allemagne sont compétents, par application de la loi No 10 du Conseil de Contrôle Interallié portant châtement des personnes coupables de crimes de guerre, de crimes contre la paix et contre l'humanité, pour juger les crimes énumérés par la dite loi.

Art. 2. — Le Général, Adjoint pour le Commandement Supérieur des Troupes d'Occupation, l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation et les délégués à la recherche des crimes et criminels de guerre pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 25 Février 1946.

Le Général de Corps d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

## VERORDNUNGEN

## VERORDNUNG Nr. 36

des Commandant en Chef über die Strafverfolgung der Kriegsverbrechen, der Verbrechen gegen den Frieden und gegen die Menschlichkeit und der Zugehörigkeit zu verbrecherischen Vereinigungen.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commissariat Général aux Affaires Allemandes et Autrichiennes,

Gesetz Nr. 10 des Conseil de Contrôle Interallié vom 20. Dezember 1945 über die Bestrafung von Personen, die Kriegsverbrechen, Verbrechen gegen den Frieden oder Verbrechen gegen die Menschlichkeit begangen haben,

Verordnung Nr. 20 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 25. November 1945 folgende

## VERORDNUNG.

Artikel 1. Gemäß Gesetz Nr. 10 des Conseil de Contrôle Interallié über die Bestrafung der Personen, die Kriegsverbrechen, Verbrechen gegen den Frieden oder Verbrechen gegen die Menschlichkeit begangen haben, sind die Gerichte des Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation en Allemagne für die Aburteilung der in dem vorgenannten Gesetz aufgeführten Verbrechen zuständig.

Artikel 2. Der Général Adjoint pour le Commandement Supérieur des Troupes d'Occupation, des Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation und die Délégués à la recherche des crimes et criminels de guerre pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne werden, jeder für seinen Dienstbereich, mit der Durchführung dieser Verordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 25. Februar 1946.

Le Général de Corps d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

## ARRETES (Verfügungen)

## ARRÊTÉ No 42

de l'Administrateur Général  
sur l'octroi par la Reichsbank de crédits spéciaux au profit de certains  
Offices ou Organismes Industriels ou Commerciaux d'intérêt public  
pour la Zone Française d'Occupation.

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu l'arrêté No 41 de l'Administrateur Général, réglementant l'organisation et le fonctionnement de la Direction de la Reichsbank dans la Zone Française d'Occupation,

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances,

Le Comité Juridique entendu,

## ARRÊTE :

ARTICLE 1er. — Indépendamment des crédits d'exploitation ou „Betriebskredite“ prévus par les statuts de la Reichsbank, des crédits spéciaux dits „Sonderkredite“ pourront être accordés par le Directeur Général de l'Économie et des Finances (Commissaire à la Reichsbank) à certains Offices ou organismes industriels ou commerciaux d'intérêt public.

ART. 2. — Le montant et la durée de ces crédits seront notifiés par le Commissaire à la Reichsbank à la Direction de la Reichsbank à Spire.

ART. 3. — Ces crédits spéciaux seront consentis au taux appliqué aux crédits d'exploitation ou „Betriebskredite“.

ART. 4. — Le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

Baden-Baden, le 5 Février 1946

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

## VERFUGUNG Nr. 42

über die Bewilligung von Sonderkrediten durch die Reichsbank zu Gunsten gewisser Industrieller oder kaufmännischer Geschäfte oder Organisationen öffentlichen Interesses im französischen Besetzungsgebiet.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf die Verfügung Nr. 41 des Administrateur Général über Organisation und Betrieb der Direktion der Reichsbank im französischen Besetzungsgebiet folgende

## VERFUGUNG.

Artikel 1. Unabhängig von den in den Statuten der Reichsbank vorgesehenen Betriebskrediten können vom Directeur Général de l'Économie et des Finances (Kommissär der Reichsbank) gewissen Industriellen oder kaufmännischen Geschäften oder Organisationen öffentlichen Interesses Sonderkredite bewilligt werden.

Artikel 2. Der Betrag und die Dauer dieser Kredite werden der Direktion der Reichsbank in Speyer vom Kommissär der Reichsbank bekannt gegeben.

Artikel 3. Die Sonderkredite werden zu dem für Betriebskredite geltenden Zinssatz bewilligt.

Artikel 4. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

Baden-Baden, den 5. Februar 1946.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

## ARRÊTÉ No 43

de l'Administrateur Général portant réorganisation des Tribunaux de Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 2 du Commandement Suprême Interallié relative aux Tribunaux de Gouvernement Militaire,

Vu l'ordonnance No 1 du Commandant en Chef Français en Allemagne du 28 Juillet 1945 maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

Vu l'arrêté No. 11 du 14 Septembre 1945 portant organisation des Délégations pour le Gouvernement des Provinces,

Sur la proposition du Directeur Général de la Justice,

Le Comité Juridique entendu,

## ARRÊTE :

ART. 1er. — Il est créé un Tribunal Général de Gouvernement Militaire, pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne, ayant son siège à RASTATT.

ART. 2. — Il a compétence sur l'ensemble des territoires de la Zone Française d'Occupation.

ART. 3. — Sont créés les Tribunaux Intermédiaires de Gouvernement Militaire dont le siège et le ressort de compétence sont fixés par le tableau ci-joint :

Tribunal Intermédiaire de Gouvernement Militaire de :	Compétence territoriale
Fribourg Reutlingen Neustadt Coblence Saarbrück	Territoires soumis à l'autorité de la Délégation Supérieure du Pays de BADE du WÜRTEMBERG du PALATINAT de Rhénanie de la Sarre

## VERFUGUNG Nr. 43

des Administrateur Général über Neuorganisation der Gerichte des Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

Der Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de la Justice nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 2 des Commandement Suprême Interallié über die Gerichte des Gouvernement Militaire,

Verfügung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Juli 1945 über die Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Verfügung Nr. 11 vom 14. September 1945 über die Organisation der Délégations pour le Gouvernement des Provinces folgende

## VERFUGUNG.

Artikel 1. Für die Zone Française d'Occupation en Allemagne wird ein Tribunal Général (Oberstes Gericht) des Gouvernement Militaire errichtet, das seinen Sitz in Rastatt hat.

Artikel 2. Die Zuständigkeit dieses Gerichts erstreckt sich auf das gesamte Gebiet der Zone Française d'Occupation.

Artikel 3. Es werden ferner Tribunaux Intermédiaires (Mittleres Gerichte) des Gouvernement Militaire errichtet, deren Sitz und Zuständigkeitsbereich in der nachstehenden Aufstellung aufgeführt sind:

Tribunal Intermédiaire (Mittleres Gericht) des Gouvernement Militaire	Urtliche Zuständigkeit
Freiburg Reutlingen Neustadt Koblenz Saarbrücken	Gebiet der Délégation Supérieure von Baden Württemberg Pfalz Rheinland Saargebiet

ART. 4. — Sont créés les Tribunaux Sommaires de Gouvernement Militaire dont le siège et le ressort de compétence sont fixés par le tableau ci-dessous :

	Tribunal Sommaire de Gov. Milit. de	Compétence territoriale pour les cercles de
BADEN	BADEN-BADEN	Baden, Bühl, Rastatt
	OFFENBOURG	Offenbourg, Kehl, Wolfach, Lahr
	FRIBOURG	Fribourg, Emmendingen, Mühlheim
	DONAUESCHINGEN	Donauschingen, Villingen, Neustadt
	LORRACH	Lorrach, Säckingen, Waldshut
CONSTANCE	Constance, Stockach, Überlingen	
WÜRTEMBERG	CALW	Calw, Freudenstadt, Horb
	TÜBINGEN	Tübingen, Hechingen
	ROTTWEIL	Rottweil, Balingen, Tütlingen
	REUTLINGEN	Reutlingen, Münsingen, Ehingen
	LINDAU	Lindau, Ravensburg, Wangen, Friedrichshafen
SAULGAU	Saulgau, Biberach, Sigmaringen	
SARRE	SARREBRÜCK	Sarrebrück, St. Ingbert
	OTTWEILER	Ottweiler, St. Wendel, Homburg
	SARRELOUIS	Sarrelouis, Merzig
PALATINAT	KAISERSLAUTERN	Kaiserslautern, Kusel, Rockenhausen
	ZWEIBRÜCKEN	Zweibrücken, Pirmasens
	LANDAU	Landau, Bergzabern, Germersheim
	NEUSTADT	Neustadt, Spire
	FRANKENTHAL	Frankenthal, Ludwigshafen
	WORMS	Worms, Alzey, Kirchheimbolanden, Bingen
MAYENCE	Mayence	
RHÉNANIE	BAD KREUZNACH	Bad Kreuznach, Simmern, Birkenfeld
	TREVES	Trèves, Saarburg, Wadern
	WITTLICH	Wittlich, Bernkastel, Zell, Cochem
	ST. GOARSHAUSEN	St. Goarshausen, St. Goar
	PRÜM	Prüm, Bittburg, Daun
	COBLENZ	Coblence, Mayen
	NEUWIED	Neuwied, Ahrweiler, Altenkirchen
MONTABAUR	Montabaur, Diez, Westerburg	

ART. 5. — Tout Tribunal de Gouvernement Militaire peut siéger dans toute ville située dans son ressort.

ART. 6. — Les magistrats et le personnel composant les tribunaux de Gouvernement Militaire dépendent directement de la Direction Générale de la Justice et sont répartis conformément au tableau suivant :

Tribunaux	Prés.	Prés. Ch.	Vice Prés.	Juges	Com. Gov.	Com. Adj. Gov.	Juges Supp.	Gref. Chef.	Greffier	Secr. Parq.	Interprète
Général . . . . .	1	2		8	1	2	6	1	2	1	2
Intermédiaire . . . . .	5		5	5			10	5			5
Sommaire . . . . .	30							30			

ART. 7. — Les Présidents, Présidents de Chambre, Vice-Présidents, Commissaires du Gouvernement et Juges suppléants sont nommés par décision de l'Administrateur Général sur proposition du Directeur général de la Justice.

Les Greffiers en Chef, Greffiers et Secrétaires de Parquet, ainsi que le personnel subalterne sont mis par le Directeur Général de la Justice à la disposition du Président du Tribunal Général qui les affecte sur proposition du Commissaire du Gouvernement près cette juridiction.

ART. 8. — Le personnel du Gouvernement Militaire ou les Officiers ne dépendant pas de la Direction Générale de la Justice appelés à compléter le Tribunal Général ou les Tribunaux Intermédiaires à titre de juges assesseurs ou à présider des Tribunaux Sommaires sont nommés par le Directeur Général de la Justice qui peut déléguer ses pouvoirs aux Présidents des Tribunaux de Gouvernement Militaire.

ART. 9. — Les Juges suppléants régulièrement nommés par l'Administrateur Général peuvent être délégués par le Président du Tribunal Général sur proposition du Commissaire du Gouvernement près cette juridiction dans tout poste ou auprès de toute juridiction où leur présence est utile.

Artikel 4. Ferner werden Tribunaux Sommaires (Untere Gerichte) des Gouvernement Militaire gebildet, deren Sitz und Zuständigkeitsbereich in der nachstehenden Aufstellung aufgeführt sind :

	Tribunal Sommaire (Unteres Gericht) des Gouvernement Militaire	Ortlich zuständig für die Kreise von
Baden	Baden-Baden	Baden, Bühl, Rastatt
	Offenburg	Offenburg, Kehl, Wolfach, Lahr
	Freiburg	Freiburg, Emmendingen, Mühlheim
	Donauschingen	Donauschingen, Villingen, Neustadt
	Lörrach	Lörrach, Säckingen, Waldshut
Konstanz	Konstanz, Stockach, Überlingen	
Württemberg	Calw	Calw, Freudenstadt, Horb
	Tübingen	Tübingen, Hechingen
	Rottweil	Rottweil, Balingen, Tütlingen
	Reutlingen	Reutlingen, Münsingen, Ehingen
	Lindau	Lindau, Ravensburg, Wangen, Friedrichshafen
Saulgau	Saulgau, Biberach, Sigmaringen	
Saar-gebiet	Saarbrücken	Saarbrücken - St. Ingbert
	Ottweiler	Ottweiler, St. Wendel - Homburg
	Sarrelouis	Sarrelouis, Merzig
Pfalz	Kaiserslautern	Kaiserslautern, Kusel, Rockenhausen
	Zweibrücken	Zweibrücken, Pirmasens
	Landau	Landau, Bergzabern, Germersheim
	Neustadt	Neustadt, Speyer
	Frankenthal	Frankenthal, Ludwigshafen
	Worms	Worms, Alzey, Kirchheimbolanden, Bingen
Mainz	Mainz	
Rheinland	Bad Kreuznach	Bad Kreuznach, Simmern, Birkenfeld
	Trier	Trier, Saarburg, Wadern
	Wittlich	Wittlich, Bernkastel, Zell, Cochem
	St. Goarshausen	St. Goarshausen, St. Goar
	Prünn	Prünn, Bittburg, Daun
	Koblenz	Koblenz, Mayen
	Neuwied	Neuwied, Ahrweiler, Altenkirchen
Montabaur	Montabaur, Diez, Westerburg	

Artikel 5. Jedes Gericht der Militärregierung kann an jedem in seinem Bezirk liegenden Ort tagen.

Artikel 6. Die Richter und die Beamten, aus denen sich die Gerichte des Gouvernement Militaire zusammensetzen, unterstehen unmittelbar der Direction Générale de la Justice und sind gemäß nachstehender Aufstellung verteilt :

Gerichte	Präsidenten	Kammerpräsidenten	Vizepräsidenten	Richter	Commissaire des Gov.	Commissaire Adj. Gov.	Hilfsrichter	Obersekretär	Sekretäre	Gerichtsschreiber	Dolmetscher
Oberstes . . . . .	1	2		8	1	2	5	1	2	1	2
Mittleres . . . . .	5		5	5	5		10	5			5
Unteres . . . . .	30							30			

Artikel 7. Die Präsidenten, Kammerpräsidenten, Vizepräsidenten, Commissaire des Gouvernement, Commissaire Adjoints des Gouvernement und Hilfsrichter werden auf Vorschlag des Directeur Général de la Justice vom Administrateur Général ernannt.

Die Obersekretäre, Sekretäre, Gerichtsschreiber und Subalternbeamte werden vom Directeur Général de la Justice dem Präsidenten des Obersten Gerichts zur Verfügung gestellt, der sie auf Vorschlag des Commissär des Gouvernement bei diesem Gericht beschäftigt.

Artikel 8. Die Beamten des Gouvernement Militaire und die Offiziere, die dazu bestimmt sind, das Oberste Gericht oder die Mittleren Gerichte als beisitzende Richter vollzählig zu machen oder in den Unteren Gerichten den Vorsitz zu führen, werden, soweit sie nicht der Direction Générale de la Justice unterstehen, von dem Directeur Général de la Justice ernannt, der seine Befugnisse den Präsidenten der Gerichte der Militärregierung übertragen kann.

Artikel 9. Die regelmäßig vom Administrateur Général ernannten Hilfsrichter können vom Präsidenten des Obersten Gerichts auf Vorschlag des Commissär der Regierung bei diesem Gericht auf jeden Posten oder an jedes Gericht beordert werden, falls ihre Tätigkeit dort zweckmäßig ist.

ART. 10 — Les Présidents, Présidents de Chambre, Vice-Présidents, Juges, Commissaires du Gouvernement, Commissaire-Adjoint du Gouvernement, régulièrement nommés peuvent sur proposition des Chefs du Tribunal Général, être délégués par le Directeur Général de la Justice, dans tout poste ou auprès de toute juridiction où leur présence est utile.

ART. 11. — Le Directeur Général de la Justice peut déléguer dans tout poste ou auprès de toute juridiction où leur présence est utile un ou plusieurs membres de la Direction Générale de la Justice ou des Services régionaux de la Justice auprès des Délégations Supérieures.

Art. 12. — Le Directeur Général de la Justice a sous son autorité directe le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal Général ; il peut lui adresser toutes instructions utiles, ainsi qu'aux Commissaires du Gouvernement près les autres juridictions du Gouvernement Militaire.

Art. 13. — Les Commissaires du Gouvernement près les Tribunaux Intermédiaires sont placés sous la seule autorité du Commissaire du Gouvernement près le Tribunal Général qui peut leur adresser toutes instructions utiles.

Ils sont de droit Commissaires du Gouvernement près les Tribunaux Sommaires de leur ressort et peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à tout membre du Gouvernement Militaire qui agit en leurs lieu et place.

Art. 14. — Les Tribunaux de Gouvernement Militaire actuellement existants seront dessaisis d'office des affaires ayant relevé de leur compétence au fur et à mesure de l'installation des Tribunaux prévus au présent arrêté.

Art. 15. — Les précédentes décisions créant les Tribunaux Généraux et Intermédiaires et en nommant les membres sont abrogées sous les réserves exprimées à l'article 14.

Art. 16. — Le Directeur Général de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 2 Mars 1946.

L'Administrateur Général,  
E. LAFFON

#### ARRÊTÉ No 44

de l'Administrateur Général concernant la réouverture de l'Université de Mayence

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945, portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Sur la proposition du Directeur Général des Affaires Administratives,

ARRÊTE :

ART. 1er. — L'Université de MAYENCE est autorisée à reprendre son activité à partir du 1er Mars 1946.

ART. 2 — Le Directeur Général des Affaires Administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 27 Février 1946

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

#### Berichtigung.

In der Verordnung Nr. 33 über die Genehmigung der Gründung von Sportvereinen im französischen Besetzungsgebiet, veröffentlicht in diesem Amtsblatt Nr. 15 vom 14. Februar 1946 (S. 103) muß es im Einleitungstext hinter „unter Bezugnahme auf“ und vor „Gesetz Nr. 5“ heißen:

Artikel 10. Die ordnungsmäßig ernannten Präsidenten, Kammerpräsidenten, Vizepräsidenten, Richter, Commissäre des Gouvernement, Commissäre Adjoints des Gouvernement können auf Vorschlag der Chefs des Obersten Gerichts vom Directeur Général de la Justice auf jeden Posten und an jedes Gericht beordert werden, falls ihre Tätigkeit dort zweckmäßig ist.

Artikel 11. Der Directeur Général de la Justice kann ein oder mehrere Mitglieder der Direction Générale de la Justice oder der Services régionaux de la Justice bei den Délégations Supérieures auf jeden Posten oder an jedes Gericht beordern, falls ihre Tätigkeit dort zweckmäßig ist.

Artikel 12. Der Commissaire du Gouvernement beim Obersten Gericht ist dem Directeur Général de la Justice unmittelbar unterstellt, der ihm ebenso wie den Commissaires de Gouvernement bei den anderen Gerichten des Gouvernement Militaire alle zweckdienlichen Anweisungen erteilen kann.

Artikel 13. Die Commissaires du Gouvernement bei den Mittleren Gerichten unterstehen allein dem Commissaire du Gouvernement beim Obersten Gericht; dieser kann ihnen alle sachgemäßen Anweisungen erteilen.

Sie fungieren auch als Commissaires du Gouvernement bei den Unteren Gerichten ihres Bezirks und können ihre Befugnisse ganz oder teilweise jedem Mitglied des Gouvernement Militaire übertragen, der an ihrer Statt handelt.

Artikel 14. Die gegenwärtig bestehenden Gerichte des Gouvernement Militaire werden der zu ihrer Zuständigkeit gehörenden Angelegenheiten nach Maßgabe der Einrichtung der durch diese Verfügung angeordneten Gerichte von amtswegen enthoben.

Artikel 15. Die früheren Bestimmungen über die Errichtung von Obersten und Mittleren Gerichten und über die Ernennung der Mitglieder werden vorbehaltlich der Bestimmung des Artikels 14 aufgehoben.

Artikel 16. Der Directeur Général de la Justice wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 2. März 1946.

Der Administrateur Général  
E. LAFFON.

#### VERFUGUNG Nr. 44

des Administrateur Général betreffend Wiedereröffnung der Universität Mainz.

Der Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Générale des Affaires Administratives unter Bezugnahme auf das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945, folgende

VERFUGUNG.

Artikel 1. Die Universität Mainz wird ermächtigt, ihre Tätigkeit vom 1. März 1946 ab wieder aufzunehmen.

Artikel 2. Der Directeur Général des Affaires Administratives wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 27. Februar 1946.

Der Administrateur Général  
E. LAFFON.

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Française en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945, Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen.